Rapport sur la situation intérieure

Présenté par le Secrétariat à la VIIe session du Comité central du PCML

Voir pages 5, 6, 7, 8, 9, et 10

Mardi 24 avril 1979 – No 1 078

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Importante session du Comité central du PCML

DU 13 au 15 avril 1979 s'est tenue au Mans la VIIe session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste issu du IIIe congrès. Le 16 avril, la session s'est clôturée sur une réunion des représentants de comités de parti régionaux et locaux qui ont entendu le compte rendu de ses travaux et par un hommage à Arthur Chave, militant paysan exemplaire du parti, décédé il y a peu de temps.

La session avait un ordre du jour chargé et riche portant notamment sur la politique intérieure et internationale, les élections au Parlement européen, l'unification avec le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, le bilan général du parti depuis le IIIe congrès, le travail du parti dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

Tout en soulignant les progrès du parti depuis son IIIe congrès, notamment pour mieux s'insérer dans les luttes de classe en France pour renforcer et élargir ses rangs, le Comité central a étudié les mesures d'ordre politique, idéologique et organisationnel qui devraient lui permettre de faire un nouveau bond en avant, particulièrement en ce qui concerne le recrutement.

Il a souligné la nécessité de mieux connaitre et de mieux étudier la réalité concrète de notre pays afin d'être capable de faire des propositions politiques immédiates aux travailleurs qui s'interrogent après l'échec de l'Union de la gauche.

Suite page 3

Communiqué du secrétariat du PCML.

STRASBOURG

20 000 contre la prescription des crimes nazis

Ils étaient plus de 20 000, venus de diverses régions de France et de plusieurs pays d'Europe, à parcourir la capitale alsacienne pour protester contre l'indulgence à l'égard des criminels nazis

Voir page 3

Elections européennes

La majorité est partie en campagne

GISCARD a reçu Chirac vendredi dernier. Accompagné de Debré, Messmer et Labbé, le président du RPR répondait à l'invitation du président de la République qui souhaitait s'entretenir avec les divers courants de la majorité pour donner l'image d'une majorité moins divisée qu'on ne le dit à la veille des élections européennes.

A la sortie de leur entretien, Chirac a déclaré qu'il avait remis un mémorandum sur la situation portant surtout sur la situation intérieure. Les dirigeants du RPR ont tenu à réaffirmer leur désaccord avec la politique de Giscard.

Si Chirac continue à faire beaucoup de bruit quand il parle de Giscard, il semble cependant que sur la question de l'Europe elle-même, il ait mis de l'eau dans son vin. Il ne se dit plus anti-européen. Il ne parle plus de l'UDF en le traitant de parti à l'étranger. Il ne dément pas quand Simone Veil affirme qu'il y a « *peu de divergences entre le RPR et nous* » et que les listes RPR et UDF se complétaient. Il se contente de critiquer la confusion des courants qui composent la liste UDF.

Il semble que ce recentrage du RPR sur l'Europe soit lié au moins en partie, à la baisse de la côte de Chirac dans les derniers sondages. Cette baisse aurait pour cause précisément l'image par trop anti-européenne que donne Chirac.

A gauche, les socialistes mettent aussi la dernière main à leur liste. Ils pourraient être rejoints par les radicaux de gauche qui ont décidé de faire liste commune avec le PS.

L'approche des élections fait monter la fièvre dans les formations qui sont en concurrence et qui s'apprêtent déjà à comptabiliser leurs avantages sur l'adversaire. Il est vrai que les élections au Parlement européen, tout particulièrement constituent un enjeu de taille.

Henri MAZEREAU

De Denain à Fos

Ça bouge dans le trust Usinor

Voir pages 3 et 4

Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai

Organisées par le PCML

La Yougoslavie, force de paix dans les Balkans

A L'OCCASION du 60e anniversaire du Parti communiste du Yougoslavie, Tito a réaffirmé la volonté de la Yougoslavie d'avoir de bons rapports avec les pays voisins.

Actuellement, seuls les rapports de la Yougoslavie avec la Bulgarie sont tendus, du fait de l'attitude des autorités bulgares sur la question de la Macédoine, dont une partie est en Yougoslavie. Pour les dirigeants bulgares, *« tous les Macédoniens sont des Bulgares »* : cela traduit leurs visées — ou plutôt celles de leurs maîtres soviétiques — sur la Yougoslavie.

A ce sujet, Tito a déclaré : *« Il est possible de trouver une manière constructive de résoudre les problèmes bulgaro-yougoslaves.*

Tito a qualifié les rapports avec l'Albanie *«d'assez bons »*. De fait, la coopération économique entre les deux pays se développe positivement. Début avril a été décidée la construction d'une ligne de chemin de fer reliant les deux pays (ce sera la première). Il y a aussi des négociations sur l'approvisionnement de la province yougoslave de Kossovo en courant électrique albanais.

Le commerce albano-yougoslave a augmenté de sept fois en huit ans, en dépit des attaques virulentes d'Enver Hoxha contre le *« révisionnisme-de-Tito-agent-de-l'impérialisme »*, particulièrement virulentes depuis quelques mois.

Quant aux rapports de la Yougoslavie avec la Roumanie, ils sont tout à fait excellents. Les deux pays sont liés par *une puissante solidarité face à l'hégémonisme et à l'impérialisme.*

JS

60e anniversaire de la création du Parti Communiste Yougoslave

Tito réaffirme l'attachement de la Yougoslavie à l'indépendance et au non-alignement

LE parti communiste yougoslave célébrait jeudi le soixantième anniversaire de sa création. A cette occasion le président Tito a prononcé un discours dans lequel il a solennellement réaffirmé l'attachement de la Yougoslavie à l'indépendance et au non-alignement.

Après avoir fait un rappel de l'histoire du Parti, Tito a mis en garde tout éventuel agresseur *« Nous avons libéré pouce par pouce notre pays*, a-t-il dit, *par nos propres forces. Sans pour autant nier l'aide que nous avons reçue, nous reconnaissons son importance, il faut dire que c'est nous qui avons gagné notre liberté et notre indépendance »*.

Visant directement l'Union soviétique dont les pressions se font de plus en plus insistantes sur la Yougoslavie tant au niveau des attaques de l'*Agence Tass* que de la concentration de troupes aux frontières, Tito a poursuivi : *« Ceux qui gardent l'illusion que des campagnes de propagande, des pressions et des intimidations pourraient modifier l'attitude de la Yougoslavie doivent savoir que rien ne pourra ébranler notre pays et notre peuple. La Yougoslavie socialiste, autogestionnaire et non-alignée, bien que petit pays, est politiquement, militairement et économiquement capable et prête à résister à n'importe quelle agression »*.

Parlant ensuite du non-alignement, Tito a précisé la position yougoslave face à l'attitude, à l'intérieur du mouvement, de pays qui, comme le Vietnam ou Cuba, tentent de faire basculer le non-alignement dans le camp de son « ami naturel » soviétique : *« Même si le non-alignement*, a-t-il dit, *ne convient pas aux blocs, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que l'on ne provoque dans le mouvement des non-alignés des divisions ou des dissensions sur des bases idéologiques ou autres »*. Sur ce point-là également, la mise en garde envers Moscou est extrêmement nette. Il est connu que ce ne sont pas les USA qui sont actuellement en état d'infiltrer le mouvement des non-alignés.

Tito a enfin évoqué directement, mais sans la citer toutefois, l'invasion vietnamienne au Cambodge. S'adressant là aussi à Moscou et à son allié vietnamien, cette déclaration : *« Nous n'avons jamais accepté l'idée prônant l'extension du socialisme par la guerre ni les théories sur la conquête du pouvoir à la faveur d'une guerre mondiale »*.

Le président yougoslave a ensuite réitéré avec insistance sa demande que, sans le Sud-est asiatique, toutes les troupes soient retirées des pays étrangers où elles se battent faisant directement allusion à la présence de quelques 130 000 soldats vietnamiens au Cambodge.

S.F

TCHECOSLOVAQUIE

Libérez Jaroslav Sabata !

Un communiste dans les prisons de Husak

DEPUIS le 1er octobre 1978 – plus de six mois maintenant – Jaroslav Sabata est en prison. Ancien dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque, il était porte-parole de la Charte 77. Les tribunaux doivent décider prochainement du prolongement de sa peine.

Officiellement, l'ancien dirigeant communiste tchécoslovaque qu'est Jaroslav Sabata a été condamné pour *« agression contre un policier dans l'exercice de ses fonctions »*. Le prétexte est connu et bien digne de tout pouvoir réactionnaire : tabasser un homme dans un commissariat — ce qui est illégal —, le blesser à la lèvre et l'inculper, s'il veut parer les coups... Sous ce prétexte, Sabata a été condamné à neuf mois de prison.

Mais, le jour de son arrestation, il s'apprêtait à rencontrer, pour la troisième fois, des représentants du Kor, le mouvement polonais des droits de l'homme. Et en jetant Sabata en prison, les autorités ont voulu empêcher le développement de la solidarité internationaliste tchéco-polonaise.

C'est la seconde fois que Sabata est condamné pour ses opinions politiques. La première fois, en 1972, il avait eu six ans et demi de prison. Pour les 17 derniers mois, il avait bénéficié d'un sursis — et les autorités veulent maintenant rajouter ces 17 mois au 9 qu'il purge actuellement.

Jaroslav Sabata est invalide, il souffre de douleurs à la colonne vertébrale, à l'estomac, et il a déjà eu deux infarctus. Mais il est actuellement contraint à un travail exténuant. Si le tribunal décidait de prolonger sa peine de 17 mois avec le même « régime sévère », il serait véritablement en danger de mort. Il faut exiger sa libération ! Il ne faut pas permettre aux autorités tchécoslovaques de commettre un nouveau meurtre politique !

En mars 1977, un autre porte-parole de la Charte 77, le professeur Jean Patocka, était mort des suites d'un interrogatoire exténuant au siège de la police.

Et les autorités tchécoslovaques n'hésiteront pas à envoyer également Jaroslav Sabata à la mort.

Car, depuis plus de dix ans, malgré les dangers encourus par lui et par sa famille, Jaroslav Sabata — à la différence d'actuels dirigeants comme Husak ou Strougal — n'a rien renié de son opposition de la première heure à l'occupation soviétique ni à la politique appliquée depuis *« à la force des baïonnettes soviétiques et autres »* — ainsi qu'il la dénonçait dès le 31 août 1968 devant le Comité central du parti.

Jean SCHUBERT

L'HUMANITÉ ROUGE – Mardi 24 avril 1979

Les monopoles français et l'Afrique du Sud

La ruée vers l'or

RECEMMENT, le gouvernement français a pris fermement position contre les tournées prévues en France d'équipes sportives sud-africaines, à cause de la ségrégation raciale qui les caractérise. Dans le même temps le quotidien *Les Echos* publiait une série d'articles sur l'Afrique du Sud qui manifestait à l'évidence que les monopoles français, dont pourtant Giscard-Barre sont les fidèles représentants, ne se sentaient nullement gênés par la politique d'apartheid. Cela est peut-être moins contradictoire qu'il n'y parait.

Les capitalistes français s'intéressent de plus en plus à l'Afrique du Sud et semblent décidés à tout mettre en œuvre pour ne pas se laisser distancer par leurs rivaux, notamment américains, dans la course aux profits offerts par ce pays.

UN PAYS AUX FABULEUSES RICHESSES

L'Afrique méridionale regorge de ces matières premières rares, indispensables aux pays industrialisés. L'Afrique du Sud à elle seule possède 81 % des réserves mondiales connues de chrome, 78 % de celles de manganèse, 75 % de celles de platine, 50 % de celles de diamant, 49 % de celles de vanadium et 25 % de celles d'uranium. C'est pourquoi, nous dit le journaliste des *Echos*, c'est *« probablement pour l'Europe la seule région du monde ou elle pourra trouver à l'avenir et dans des conditions de sécurité satisfaisantes les produits de base sans lesquels son industrie ne saurait tourner »*.

Deux ombres à ce tableau : les mouvements de libération des pays d'Afrique australe et la précarité de la situation économique de la plupart d'entre eux. Dans ce contexte, les monopoles français considèrent l'Afrique du Sud comme « un oasis de prospérité et de bien-être », et ils s'inquiètent des sanctions internationales qui la frappent.

Car selon eux, on exagère beaucoup dans nos pays quand on parle de l'apartheid, et le journaliste des *Echos* tente de démontrer qu'en somme la ségrégation raciale en Afrique du Sud ne dépasse pas ce que nous connaissons en Europe ou aux USA, et de conclure sur *« le climat social détendu »* qui caractérise ce pays.

UN PARADIS POUR LES CAPITALISTES

Comme on les comprend nos « bons patrons », voilà un pays où l'on estime que la lutte contre la ségrégation exige avant tout le progrès économique, mais pas n'importe quel progrès, celui qui repose sur ces deux axes essentiels que sont *« la réduction des impôts qui pèsent sur les entreprises »* et *« l'aide accrue aux investissements privés »*.

Que tout cela est tentant pour les capitaux avides de profits bien juteux, car ce marché est l'un des plus prometteurs d'Afrique.

Compte tenu de la poussée démographique, l'Afrique méridionale risque en effet de devenir d'ici la fin du siècle la région économique la plus peuplée et la plus riche d'Afrique.

Il y a quand même un problème : les Sud-Africains n'apprécient pas les sanctions dont ils ont fait l'objet du fait de l'apartheid. Ils veulent acquérir tout ce qui leur est nécesaire pour résister aux pressions internationales. Ils sont donc décidés à privilégier les investissements étrangers susceptibles de les aider dans cette voie.

UNE CAMPAGNE DES MONOPOLES VISANT A REHABILITER L'AFRIQUE DU SUD

Pour nos monopoles, il est donc primordial que la France assouplisse sa politique à l'égard de l'Afrique du Sud. L'article *des Echos* nous donne des indications sur la façon dont ils comptent s'y prendre pour parvenir à leurs fins. Nous allons assister à une campagne tendant à nous prouver que l'apartheid c'est de l'histoire ancienne.

Pour donner plus de force à son argumentation, le journaliste des *Echos* n'hésite pas à prêter son propre discours aux dirigeants de couleur qui, nous dit-il, *« reconnaissent que l'Afrique du Sud, aussi dur qu'ait été l'apartheid dans le passé, est un havre de paix sur un continent en proie aux troubles les plus profonds ; ils admettent la nécessité pour eux de coopérer avec les Blancs sans lesquels, ils le savent bien, tout progrès économique et social serait illusoire »*. Alors ! Pourquoi serions-nous plus exigeants qu'eux ?

L'article des *Echos* constitue le coup d'envoi de cette campagne et nous voyons déjà *Le Figaro, l'Aurore, et France-Soir* lui emboîter le pas. Nous nous réjouissons certes des orientations prises par le gouvernement français à propos des manifestations sportives auxquelles auraient dû participer des équipes sud-africaines, mais demeurons vigilants, car ce pourrait bien n'être qu'un rideau de fumée destiné à masquer la politique de rapprochement avec l'Afrique du Sud souhaitée par les monopoles français.

Henri BERTHAULT

Importante session du Comité Central du PCML

Suite de la page 1

A ce sujet, le Comité central a jugé encourageants les premiers résultats des deux grandes batailles menées depuis plusieurs mois, l'une en direction des militants du PCF, l'autre sur l'emploi, en prenant comme axe la lutte des sidérurgistes sur le thème : « *Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité* » et a souligné la nécessité de les poursuivre plus que jamais. Il a notamment appelé tous les militants du parti à considérer comme prioritaire de travailler au renforcement de l'unité de tous les sidérurgistes de Dunkerque, Denain, Longwy ou Fos et d'organiser la solidarité autour d'eux en assurant le succès des rassemblements de Dunkerque le 29 avril, Denain le 30 avril et Fameck (en Lorraine) le 13 mai.

En ce qui concerne l'unification du PCML et du PCRml dans un parti marxiste-léniniste unique, le Comité central a noté les grands progrès politiques auxquels sont parvenus les deux partis dans leurs discussions et a souligné l'importance du développement de l'unité d'action entre les militants des deux partis pour parvenir rapidement à l'unification.

A l'occasion des élections au Parlement européen, le Comité central, devant l'impossibilité matérielle de présenter une liste, a décidé d'appeler à voter blanc ou nul et de faire campagne, conformément à la résolution de la Ve session du Comité central, sur les thèmes :

- *Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires des bourgeoisies européennes ;*
- *Contre la liquidation accélérée de la petite production agricole ;*
- *Pour l'union des peuples et pays européens contre la politique d'hégémonie des deux superpuissances, notamment l'URSS.*

Enfin, sur le plan international, le Comité central a souligné la nécessité de poursuivre plus que jamais, sous diverses formes, la campagne de solidarité avec le peuple cambodgien contre l'agression vietnamienne et contre toutes les manifestations agressives des deux superpuissances, notamment du social-impérialisme soviétique qui tente d'étendre son influence et multiplie ses interventions en Asie, en Afrique, en Europe.

Communiqué du secrétariat du comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

SUD LIBAN

Bombardement israélien contre un camp de réfugiés

TIRANT prétexte de l'opération du commando fédayin palestinien sur la ville de Nahariya, l'armée israélienne a tenté, dans la nuit de dimanche à lundi, de bombarder le camp de réfugiés de Nahr-El-Bared (sur la côte, près de Tripoli). Cette opération de bombardements contre un camp de réfugiés civils, pour la plupart des femmes et des enfants, a été menée à partir de la mer par des vedettes de l'armée sioniste, appuyées par trois avions. La riposte immédiate de l'artillerie palestinienne chargée de la défense du camp a toutefois empêché les vedettes de diriger un tir précis. On déplore néanmoins trois morts et dix blessés, victimes des bombes sionistes.

Le gouvernement israélien a, d'autre part, décidé dimanche la création de deux nouveaux points de colonisation en Cisjordanie occupée. C'est une nouvelle preuve que les sionistes n'ont aucune intention, bien au contraire, de rendre les territoires qu'ils occupent au peuple palestinien. Dans ces mêmes territoires, les expulsions forcées de paysans se poursuivent afin de préparer l'installation des nouvelles colonies.

STRASBOURG

20 000 contre la prescription des crimes nazis

20 000 personnes environ ont manifesté dimanche à Strasbourg pour protester contre la prescription des crimes de guerre en Allemagne de l'Ouest pour l'interdiction des associations d'anciens SS et contre les agissements des néo-nazis.

Les manifestants étaient venus d'une vingtaine de pays. Ils appartenaient à de nombreuses associations de résistants, d'anciens déportés, etc. Les interventions ont condamné les actes antisémites perpétrés ces derniers temps par des groupes néo-nazis comme les inscriptions sur la synagogue de Strasbourg-Scrononbourg, comme la dévastation du monument aux victimes du camp d'extermination de Struthof.

Ils ont également protesté contre le rassemblement prévu le 27 avril à Aroldsen en Allemagne de l'Ouest par les anciens SS de la division « *Tête de mort* ». Ces SS étaient spécialement chargés de la garde des camps de concentration nazis. Aroldsen n'est autre que le lieu où se trouve un organisme géré par la Croix rouge internationale qui archive tous les documents et pièces concernant ces camps. Les manifestants ont d'autre part condamné la prescription des crimes nazis en RFA qui devrait intervenir le 31 décembre 1979.

Enfin, ils protestaient contre la remise en liberté d'anciens bourreaux nazis. Tel le médecin SS du camp de Struthof. Celui-ci a reçu en outre la somme de 29 millions d'anciens francs pour les dédommagements de six ans de prison qu'il « aurait fait en trop ». Cet individu avait assassiné vingt enfants juifs qu'il avait fait pendre à Hambourg ainsi que des prisonniers soviétiques.

H.M.

Inscriptions racistes sur l'habitation d'un militant du PCML

Communiqué du Comité de Parti du PCML

DANS la nuit du 17 au 18 avril, des slogans accompagnés de croix gammées visant notre camarade Jacques Lévy, ouvrier métallurgiste, militant syndicaliste, candidat de l'UOPDP aux élections législatives de Mars 1978, ont été peints dans l'immeuble où réside notre camarade. Chacun garde à la mémoire les sinistre images d'« *Holocauste* » à la télévision et ne pourra que condamner violemment les menaces que laisse planer la phrase peinte : « *Lévy, le PFN veille* ». D'autant que la famille de Jacques Lévy fut victime de la barbarie nazie.

Nous appelons tous les travailleurs, les démocrates et les antifascistes à soutenir notre camarade et à se mobiliser pour mettre fin aux actes de ces apprentis nazis.

A Corbeil, le 18 avril 1979.
Le bureau du CP Fabien.

Journée «portes ouvertes» à la Solmer (Fos-sur-mer)

La direction sait que ça aura des répercussions ailleurs

Interview d'un délégué syndical CGT

DIMANCHE 22 avril à 15 h, à l'entrée de la Solmer, des banderoles, des pancartes accueillent les visiteurs pour cette journée portes-ouvertes. Au loin se détachent les hauts fourneaux, les laminoirs, mais les portes des installations sidérurgiques resteront fermées, les visites prévues par les syndicalistes n'auront pas lieu.

Alors que les travailleurs assument seuls depuis quinze jours la sécurité des installations, la direction de la Solmer a pris prétexte de questions de sécurité pour ordonner à ses vigiles la fermeture des portes. Le rassemblement se tiendra malgré tout dans l'enceinte de l'entreprise.

Autour du podium, plusieurs centaines de travailleurs, leurs familles, des gens venus de l'étang de Berre écoutent les interventions des délégués syndicaux.

Le matin se sont tenus des débats auxquels ont participé les travailleurs de la Solmer. Pique-nique, meeting syndical, récital de chanteur local et bal, film et diapos ont rassemblé plus d'un millier de personnes et ont contribué à faire de cette journée un succès.

En fin de journée nous avons rencontré un délégué syndical CGT de la Solmer qui nous a rappelé les motifs de la lutte. « *Le mouvement actuel est un sursaut de dignité des travailleurs qui n'acceptent pas d'être traités comme des machines. Un jour tu viens parce qu'il y a du travail, un jour tu ne viens pas. On n'est pas des billes, on est des hommes. Les travailleurs voient bien qu'il y a eu augmentation de la production et baisse du personnel avec, en plus, une détérioration du pouvoir d'achat. D'où nos revendications : amélioration des conditions de travail, la cinquième équipe et le maintien du taux de pouvoir d'achat, nous demandons une augmentation de 300 F de rattrapage.*

C'est le ras-le-bol des travailleurs qui a conduit à cette grève. Nous ne cachons pas qu'à la CGT nous étions favorables à des grèves tournantes mais les travailleurs ont estimé que cela devenait inacceptable et se sont mis en grève, alors nous avons soutenu le mouvement.

– **HR : Comment s'est passée l'intervention des CRS ?**

DÉLÉGUÉ SYNDICAL : *Les CRS sont intervenus au petit jour pour évacuer le standard. Les vingt travailleurs qui occupaient ont quitté la salle. Face à 400 CRS, ils ne pouvaient pas faire autre chose. Immédiatement les gars de la cockerie sont allés voir la maîtrise et ont menacé d'abandonner la cockerie si les CRS ne partaient pas. C'est ainsi qu'ils ont pu aussitôt réoccuper le standard.*

– **HR : Quelle est la prochaine étape de la lutte ?**

DÉLÉGUÉ SYNDICAL : *Mardi matin se réunit à Marseille le Conseil économique et social. Les Unions départementales CGT et CFDT appellent à une manifestation à Marseille pour porter la lutte des travailleurs de la Solmer devant cette assemblée.*

– **HR : Est-ce que quelque chose a été fait en liaison avec Dunkerque ?**

DÉLÉGUÉ SYNDICAL : *Il y a un comité de coordination entre les syndicats CGT de Dunkerque et de Fos. Je suis monté à Dunkerque en tant que délégué et j'ai expliqué aux syndiqués CGT de là-bas notre lutte. Les situations sont très proches et nos revendications identiques.*

– **HR : Est-ce que tu penses que la Solmer va céder ?**

DÉLÉGUÉ SYNDICAL : *La production entre Dunkerque et Fos est bloquée et ce sont les marchés étrangers qui sont menacés alors qu'ils sont les plus durs à trouver. La Solmer a déjà tenté de faire faire des commandes en Allemagne mais ça a été refusé. La direction ne veut pas céder parce qu'elle sait que ça aura des répercussions ailleurs...*

Hervé Dastar

L'HUMANITE NOUVELLE – Mardi 24 avril 1979

DANS L'ACTUALITE

A Denain, la SLPM en grève

LA SLPM, c'est la société Lorraine des produits métallurgiques. En clair, c'est une filiale du trust Usinor. Usinor livre des bobines que la SLPM découpe. Depuis le 18 avril, jour de l'arrêt national de la sidérurgie, les 120 travailleurs de la SLPM de Denain sont en grève à 90 % avec leur section CGT. Ils réclament les 36 heures et le relèvement des basses catégories. Pour obtenir ces revendications légitimes, après des demandes sans réponse à la direction, après plusieurs débrayages, ils sont partis en grève. Les piquets de grève se relaient équipe par équipe pour garder la porte cadenassée. Malgré la pluie, le moral est au beau fixe. Chaque jour, au moment où il y a le plus de monde, on discute pour reconduire la grève. Jeudi soir, à 21 h, ils étaient bien une trentaine présents et, vendredi matin, on se réchauffe autour du brasero. Les deux patrons sont « retenus » par les ouvriers ; libres de leurs mouvements, ils peuvent sortir de l'usine pour aller manger, mais par la petite porte, c'est-à-dire à pied ! Histoire de leur donner un peu d'exercice : on engraisse dans les bureaux de la direction. Comme nous le dit un délégué CGT : « *Les journaux ont parlé tout de suite de séquestration, il n'y a pas séquestration, c'est donner le prétexte d'une intervention policière* ». « *On a bon espoir* ». C'est l'avis unanime des travailleurs. Entre Usinor et la SLPM, la solidarité doit fonctionner dans les deux sens : quand il y a eu les événements de Denain, les gars de la SLPM étaient là et ils ont fait la grève de solidarité.

De toute façon, SLPM et Usinor, c'est le même patron. Et tout ce qui porte des coups à Etchegaray, c'est de fait le meilleur soutien au combat des sidérurgistes. Comme disait un gars du piquet de grève : « *On est tous des ouvriers, il faut s'unir, les patrons, eux, sont unis* ».

Solmer, Dunkerque, Mardyck, Denain, pour faire céder Etchegaray, la seule voie, c'est de parvenir à bloquer la production ensemble et en même temps.

Correspondant Denain

Répression anti-ouvrière en Lorraine

NON seulement le gouvernement et le patronat suppriment des emplois mais en plus, ils répriment les travailleurs qui se dressent contre leur politique.

C'est ainsi qu'à Sollac, Georges Clary, délégué CFDT à l'aciérie, l'un des fondateurs de la section a été muté par la direction, après une mise à pied de 15 jours. Cette mutation se traduit par une perte de qualification et une baisse du salaire de 640 francs par mois. Que ce militant syndical ait six enfants à nourrir, la direction de Sollac n'en a rien à faire.

D'autres militants syndicaux ont été également mis à pied durant plusieurs jours après l'occupation des grands bureaux de Sollac le 23 mars dernier. Là encore, cela signifie des pertes de salaire importantes.

Pendant ce temps, un chômeur de Longwy, Roger Martin, est toujours en prison à Paris, depuis le 23 mars. Il a été condamné à 12 mois de prison dont six avec sursis.

Des plaintes ont été également déposées par les maitres de forges contre des responsables syndicaux et des instructions sont actuellement ouvertes contre plusieurs d'entre eux, suite aux actions qui ont ponctué ces derniers mois. Oseront-ils les trainer devant les tribunaux ? En tout cas, il faut se préparer à y faire face.

Enfin, plusieurs centaines d'expulsions des foyers Sonacotra se préparent. Les tribunaux ayant donné le feu vert. Il s'agit là aussi d'une attaque supplémentaire contre les sidérurgistes, car il est bon de rappeler qu'un grand nombre de travailleurs immigrés des foyers sont aussi des sidérurgistes.

Autant de faits qui montrent sous son vrai jour la « démocratie française » de Giscard-Barre... une démocratie où le travailleur qui défend son droit au travail devient hors la loi.

Autant de raisons pour que le rassemblement prévu pour le 13 mai prochain à Fameck soit aussi placé sous le signe de la dénonciation de la répression antiouvrière.

LORRAINE

Sotracomet, des initiatives en préparation

« *INDIVIDUELlement, le chômage se subit, collectivement, il peut se combattre* », tel est le contenu de l'appel lancé par les travailleurs de la Satracomet à Maizières-les-Metz aux chômeurs de la région. Du 20 au 25 avril, ils ont prévu des distributions de tracts sur les ANPE de Metz et Thionville et sur les lieux de pointage. Tout cela doit déboucher sur une assemblée-débat, dans l'usine occupée, le 28 avril pour organiser la lutte contre le chômage. L'usine occupée deviendrait ainsi un centre de regroupement et d'action pour les chômeurs.

Les travailleurs de la Sotracomet luttent depuis plusieurs mois pour le versement de la totalité des indemnités de licenciements qui leur sont dues par les frères Munch. En dépit d'un jugement rendu il y a quelques temps par le tribunal, les patrons refusent toujours aux travailleurs ce qui leur est dû.

Depuis quelques temps, on parle également d'un patron qui serait intéressé par l'usine. Un dénommé Petitjean... connu pour être un escroc de haute-volée. Condamné à 6 mois de prison avec sursis en 1976, il a été condamné à nouveau dernièrement. Mais un escroc qui a de solides relations. Avec l'appui du ministre Galley, de Troyes comme lui, Petitjean a obtenu des marchés de l'Etat pour la fourniture de pylone à l'EDF.

On dit que ce monsieur aurait actuellement des difficultés pour répondre à une commande urgente de pylones. D'où son intérêt pour la Socracomet. Sans compter qu'il récupérerait ainsi des primes de création d'emplois... Le temps d'une commande et les travailleurs de la Sotracomet seraient à nouveau jetés à la rue. Les travailleurs de la Sotracomet ont une solide expérience de ce genre de choses : c'est déjà ainsi que les Munch avaient agi. Aussi ne sont-ils pas prêts à accepter la « solution » Petitjean si elle se précisait.

En attendant, ils multiplient les initiatives : le 30 avril, ils organisent dans l'usine un gala de soutien avec le chanteur Gilles Servat. Un gala au milieu des machines, voilà qui n'est pas fréquent !

Et le premier mai à 14 heures, ce sera l'opération portes-ouvertes avec la projection d'un film sur la lutte dans la Navale en Loire-Atlantique.

Une délégation du syndicat officiel soviétique invitée par la CGT

Les adhérents de la CGT ne sont-ils pas en droit de s'interroger ?

UNE délégation du conseil central des syndicats soviétiques a été invitée à se rendre en France par les instances de la CGT. Interviewé avant même son départ de Moscou par le journal *L'Humanité*, son président Alexis Chibaev a déclaré : « *Au cours de notre visite en France, nous discuterons dans un esprit constructif avec la direction de la CGT des principales orientations de nos rapports, nous échangerons des idées sur les questions syndicales, internationales d'actualité ; nous définirons, si je puis dire, les points sur lesquels il est possible de développer des efforts communs dans l'intérêt des travailleurs, de la paix et du progrès social.* »

Interrogé par *l'Humanité* sur la « *contribution de ces derniers (syndicats) au développement de la démocratie socialiste en URSS* » il a déclaré : « *Les syndicats participent de plus en plus concrètement et de manière qualifiée à la direction des entreprises et de l'ensemble de l'économie, à la planification...* » « *Les syndicats soviétiques ont de grands pouvoirs, fixés par le code du travail et qui s'étendent pratiquement à tous les domaines : conditions de travail et de rémunération, normes salariales, politique de sécurité, droits des travailleurs dans l'entreprise.* ».

On se souvient qu'au dernier congrès de la FSM Georges Séguy lui-même s'était fait le porte-parole de nombreuses critiques adressées à la FSM dirigée par ces mêmes syndicats soviétiques. Ces critiques portaient justement sur leur rôle dans la défense des travailleurs et leur indépendance par rapport au pouvoir. Les adhérents de la CGT sont en droit de poser des questions sur l'opportunité d'une telle invitation et sur le rôle véritable de ces syndicats « officiels » vis-à-vis de la « démocratie socialiste » dans un pays où les contestataires intellectuels et ouvriers, ceux qui revendiquent trop fort pour l'amélioration des conditions de travail, pour avoir tout simplement du pain et de la viande, sont passibles des camps et des hôpitaux psychiatriques spéciaux dont la réputation n'est plus à faire.

Si les pouvoirs des syndicats soviétiques sont si étendus, il serait intéressant de savoir par exemple quelle a été leur attitude vis-à-vis du sort réservé à certains ouvriers et dont nous faisons état dans notre brochure « *23e congrès du PCF : Parlons-en* ».

(voir encadré ci-contre)

Vous pouvez commander la brochure « *23e congrès du PCF : parlons-en* » d'où sont extraits ces passages en écrivant à *l'Humanité rouge* BP. 61 75861 Parix cédex 18. CCP. 30 226 72D La source.

Des cas de répression d'ouvriers en URSS

Des cas qui sont loin d'être isolés

Le cas de Vladimir Klebanov est décrit dans une lettre ouverte publiée le 20 mai 1977 par des ouvriers soviétiques qui avaient voulu créer un syndicat indépendant du syndicat officiel : « *Klebanov, Vladimir Alexandrovitch, deux enfants, interné de 1968 à 1973 dans les prisons et les hôpitaux psychiatriques spéciaux du MVD pour avoir dénoncé les abus commis dans la mine Vajanov, du groupement de production « Makeievougoi ». Sa femme et ses enfants sont restés sans ressources durant ces années. Pour être libéré, il a dû rendre, deux mois avant sa libération, une partie de l'argent qui lui avait été versé au cours de ces années de souffrances. Ces souffrances n'ont pas semblé suffisantes aux dirigeants de Makeevska et de Donetsk. En 1973, pour ne pas statuer sur la responsabilité pénale, les juges du tribunal régional de Donetsk, sous la direction de son ex-président, Ivantchenko, ont jugé Klebanov irresponsable, malgré les protestations du procureur de la région de Donetz. Le reste de son argent y passa : la cour suprême d'Ukraine cassa, sur protestation du procureur de la RSS d'Ukraine, l'arrêt abusif du tribunal de Makeevska et du présidium du tribunal régional de Donetsk.*

Cela prit deux années. Les juges continuent de travailler sans être inquiétés : quant à Klébanov, on lui refuse tout travail car son livret de travail comporte la mention : « Licencié pour cause d'arrestation », ce qui constitue une grossière violation du Code du travail.

Le 10 février 1977, V. A. Klebanov fut de nouveau arrêté par les agents du KGB de Moscou et emmené au poste de milice No 46 où se trouvait déjà un psychiatre qui avait reçu des instructions. Il fut placé de force à l'hôpital psychiatrique No 7 de Moscou. »

Citons encore le cas de Léonid Mikhailovitch Sery qui, dans une lettre ouverte, déclare : « *Je travaille comme tourneur dans les ateliers de réparation navale du port de pêche d'Illitchev... Ma femme, elle, ne travaille pas à cause de nos deux enfants en bas âge... Après tous les achats nécessaires et une fois le budget réparti, il nous reste 15 à 20 roubles par mois et par personne. Et nous avons faim en permanence (...) On se targue chez nous de porter attention aux lettres des travailleurs ; en réalité, on ne leur demande pas leur avis ; on ne prête pas attention ni à leurs protestations ni à leurs exigences. Et s'ils ont affaire à un client particulièrement entêté, il arrive qu'on lui réponde : « Vous avez une façon de penser maladive. Nous pouvons vous faire soigner. » C'est ce qu'on m'a dit à Moscou, au comité central du PCUS. A Kiev, devant le bâtiment du comité central, une voiture spéciale est venue pour emmener ma femme qui voulait déposer une plainte...* »

Dans une lettre ouverte à Brejnev de décembre 1976, Sery déclare :

« *On me persécute parce que j'ai demandé une amélioration de mon salaire et de mon niveau de vie, afin que mes enfants et moi nous n'ayons plus faim, que nous ayons de quoi nous vêtir et nous chausser, afin que nous puissions faire face aux dépenses scolaires et aux autres besoins. On m'a refusé le 5e échelon de qualification. On a refusé d'engager mon épouse comme femme de ménage dans les bureaux des chantiers navals. On me refuse un visa et l'autorisation de prendre le bateau pour l'étranger. Soit pour s'amuser, soit sérieusement, on m'accuse d'être un « ennemi du peuple », un élément antisoviétique. Et qui dit cela ? Les chefs.* »

Rapport sur la situation intérieure

présenté par le Secrétariat à la VIIe Session du Comité Central du PCML

Ce rapport a fait l'objet d'une très large discussion au cours de la VIIe Session du Comité Central.

Des remarques, critiques et suggestions ont été faites à ce rapport.

Il est apparu nécessaire au Comité Central de le publier dans

L'Humanité Rouge

afin de le porter à la connaissance de tous les militants et sympathisants du Parti

Chers camarades,

IL est de la plus haute importance d'analyser la situation économique, politique et sociale, son évolution, les élément nouveaux qui interviennent et se développent, afin de mieux définir notre tactique, de mieux accomplir nos tâches.

Le rapport politique du IIIe congrès, voici 15 mois, dressait un tableau d'ensemble de la situation intérieure. Qu'y a-t-il de nouveau depuis sur le plan économique ?

Aggravation du chômage

A COUP sûr, l'élément le plus important est la poursuite de l'augmentation du chômage. En un an, de fin février 1978 à fin février 1979, le nombre de « demandes d'emploi non satisfaites », enregistrées par l'INSEE, a augmenté de plus de 20 %, dépassant 1 350 000 dans ces statistiques officielles, mais 1 800 000 si l'on prend en compte la définition du Bureau international du travail.

Le chômage a plus que triplé depuis 1974, presque décuplé depuis 10 ans. Et pourtant l'immigration a été très nettement ralentie, sinon stoppée, l'arrivée des jeunes sur ce que l'on appelle le « marché du travail » se fait de plus en plus tardivement (en moyenne), les bénéficiaires d'une retraite anticipée sont de plus en plus nombreux. Dans le même temps, la durée hebdomadaire du travail a continué de diminuer à un rythme relativement rapide : cinq heures en moyenne au cours des dix dernièers années.

Sans vouloir ici analyser en détail le chômage (1), il est nécessaire d'avoir en tête quelques chiffres importants :

- 57 % des chômeurs sont des femmes ;
- 40 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans (et encore il s'agit là de statistiques officielles qui sous-estiment grandement le chômage des jeunes) ;
- Près de 40 % des chômeurs le sont en raison de licenciements ;
- L'allongement de l'ancienneté de chômage se poursuit : il était de 7,6 mois en 1975, il approche onze mois aujourd'hui ;
- Plus de 40 % des chômeurs ne perçoivent aucune alloca tion.

Diminution du nombre d'emplois

CES chiffres qui traduisent bien l'aggravation du chômage doivent être analysés avec ceux qui concernent les emplois. Entre 1970 et 1974, l'emploi s'était accru de près de 600 000 actifs (0,7 % en moyenne par an). Depuis 1974, par contre, l'emploi a tendance à diminuer, en particulier dans l'industrie et le bâtiment, ce qui est un élément nouveau et cette diminution se poursuit dans l'agriculture.

En 1977 et 1978, 150 000 emplois ont disparu dans l'industrie et 75 000 dans le bâtiment et les travaux publics. Depuis début 1974, l'emploi industriel a diminué de 540 000, revenant au niveau atteint à la mi-1969.

Les branches les plus touchées sont les industries de consommation courante : textile, habillement, cuir (moins 180 000 depuis 1974), le bâtiment et les travaux publics (moins 190 000), les biens intermédiaires : chimie, sidérurgie, travail des métaux (moins 160 000). Dans les biens d'équipement la réduction est plus faible (moins 50 000), essentiellement du fait du développement de l'automobile.

L'augmentation de l'emploi ne se poursuit que dans les activités dites « tertiaires », quoique à un rythme légèrement ralenti (plus 2,7 % par an en 1977 et 1978, contre plus 4,4 % entre 1970 et 1974). Cela représente 620 000 emplois supplémentaires depuis 1974.

Globalement, le total des emplois salariés plafonne depuis quatre ans autour de 13 800 000 dans l'ensemble des branches non agricoles, alors que la population active disponible augmente de 200 000 à 220 000 par an.

Dans le même temps, l'« exode rural » organisé délibérément par le capitalisme dans l'agriculture, en particulier par l'élimination des exploitations jugées insuffisamment rentables, s'est poursuivi : la population active agricole a diminué de trois millions entre 1962 et 1975 et cette évolution se poursuit régulièrement depuis.

Et tout porte à croire aujourd'hui que cette évolution n'est pas terminée. Boulin, le ministre du Travail, prévoit une augmentation de 12 % du chômage en 1979. Quant aux calculs faits par l'INSEE ces derniers mois pour préparer le 8e plan (calculs non publiés, nous en reparlerons), ils laissent entrevoir une réduction de 450 000 emplois entre 1976 et 1983, le chômage dépassant, alors, 2 000 000 selon les statistiques officielles ! On va même jusqu'à parler de 2 300 000 ou 2 500 000 chômeurs en 1985 !

Pourquoi ?

LE chômage, l'existence d'une armée industrielle de réserve, a toujours été à la fois une conséquence du capitalisme et une de ses conditions d'existence et de développement. Mais ceci ne suffit pas à expliquer l'augmentation considérable du chômage intervenue en France, comme dans tous les pays capitalistes, depuis 1974.

La crise ouverte depuis 1974 a été marquée, les deux premières années, par une chute de la production, un important développement du chômage (qui s'est poursuivi depuis). Le quadruplement du prix du pétrole servit de détonateur, après une longue accumulation quantitative des contradictions inhérentes au système capitaliste (1). *La crise ne peut, en effet, se comprendre sans faire référence aux bouleversements que connait la situation mondiale* et, en particulier, la rivalité accrue des deux superpuissances, le fait que le tiers monde a surgi comme force motrice révolutionnaire s'opposant au pillage impérialiste, la France, pays du second monde, étant aujourd'hui un vieil impérialisme qui maitrise de moins en moins le tiers monde.

Cette crise s'inscrit dans la crise mondiale de l'impérialisme dont l'approfondissement est particulièrement important, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous devons faire une analyse concrète de la situation de la France capitaliste. Si le chômage s'est considérablement développé en France comme dans tous les pays occidentaux, la production industrielle a repris sa progression, certes plus lentement qu'avant 1974-1975.

La croissance en France continue à être plus rapide que la moyenne des autres pays capitalistes occidentaux, même si l'écart de croissance s'est réduit : alors que la croissance du PIB (produit intérieur brut) en volume était supérieure de 1,5 % en France à la moyenne des pays de l'OCDE, cet écart est de 0,5 % depuis trois ans.

De la même façon, l'année 1978 a été marquée par un rétablissement de l'équilibre à la fois du commerce extérieur de la France et de la balance des paiements (qui est passée de 16,4 milliards de francs de déficit en 1977 à 18,6 milliards de francs d'excédent en 1978). La France est aujourd'hui le quatrième exportateur mondial.

On ne saurait donc parler, sur le plan économique, d'une crise généralisée, ou d'une crise fatale dont le capitalisme ne saurait se relever. La bourgeoisie monopoliste dispose d'arrières financiers considérables, comme en témoigne la promesse de versement de 5 millions aux ouvriers de la sidérurgie acceptant de démissionner. Pour prendre un autre exemple, la Compagnie générale d'électricité (CGE) s'apprête à verser des dividendes à ses actionnaires de 20 % supérieurs à ceux de l'an dernier, montrant ainsi que les profits de ce grand monopole se portent au mieux.

L'attaque de Giscard-Barre

MAIS la fraction de la bourgeoisie monopoliste au pouvoir avec Giscard et Barre ne saurait se contenter de ces résultats. Elle profite de sa victoire aux législatives de mars 1978 et de l'éloignement des prochaines échéances électorales décisives (présidentielles de 1981, législatives de 1983) pour développer une *offensive de grande envergure contre la classe ouvrière*, pour extorquer davantage de plus-value à celle-ci, pour restructurer son appareil de production et le rendre ainsi encore plus compétitif dans la concurrence internationale, qui n'a fait que se développer depuis 1974-75.

La bourgeoisie monopoliste, chacun des grands monopoles, cherchent continuellement à augmenter leurs profits. Le but est clairement fixé et avoué, par exemple par Barre dans son interview au *Nouvel Economiste* du 12 mars 1979 ou dans les principales options du VIIIe plan : *« La modération des coûts de production et en particulier des rémunérations », « rendre notre économie compétitive afin d'en tirer parti grâce à une politique offensive de l'exportation », « l'exportation constitue un impératif absolu »*.

L'attaque des salaires

UN moyen essentiel de la bourgeoisie pour développer ses profits a toujours été de s'attaquer aux salaires qu'ils soient directs ou indirects (prestations sociales). Depuis son arrivée au gouvernement, Barre a tout fait pour limiter l'augmentation des salaires. Et l'on peut dire qu'il a enregistré des succès, puisque si l'on tient compte de l'augmentation réelle des prix, les salaires n'ont pas suivi, ces dernières années et l'on a assisté à une réelle paupérisation de la classe ouvrière. D'ailleurs, la dernière enquête de l'INSEE, par sondage, auprès des industriels, fait état d'une hausse moyenne du taux de salaire horaire de 1,3 % entre janvier et mars 1979, soit à un rythme annuel de 8 % environ, très nettement inférieur à l'augmentation des prix. C'est aussi l'explication de la nouvelle augmentation des cotisations sociales imposées aux salariés au 1er janvier 1979 et qui a conduit à une diminution de 1,5 % du pouvoir d'achat.

Une main d'oeuvre à meilleur marché

UN autre moyen important a consisté, ces dernières années, à recruter une main-d'œuvre à meilleur marché c'est-à-dire moins qualifiée et davantage soumise aux exigences de la production : travailleurs immigrés, contrats à durée déterminée, intérim, travail à

temps partiel, vacataires dans la fonction publique.

C'est ainsi que 33,6 % des demandes d'emploi enregistrées en novembre 1978 résultent d'une fin de contrat à durée déterminée (27,2 %) ou d'intérim (6,4 %). Les pactes nationaux pour l'emploi des jeunes ont également permis aux entreprises de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché, dont l'entreprise peut aisément se séparer. D'ailleurs sur les 146 000 stagiaires du pacte de fin 1977, 40 % ont gardé un emploi après la fin du stage dans la même entreprise, 20 % en ont trouvé un dans une autre entreprise, mais 40 % sont devenus, ou redevenus chômeurs. Ce qui a fait écrire à l'INSEE dans son rapport de fin décembre 1978 sur la situation et les perspectives de l'économie française : *« L'effet quantitatif global sur le chômage des pactes parait quasiment nul à terme »*.

«Dégraissage» des effectifs

MAIS ceci ne suffit pas : pour améliorer la compétitivité, la rentabilité des entreprises, il faut « dégraisser » les effectifs. Barre est particulièrement clair : *« La mise à niveau des effectifs dans les entreprises s'imposait. Nous avons eu, hélas, trop d'exemples d'entreprises qui, faute d'avoir ajusté à temps leurs effectifs, ont dû déposer leur bilan et fermer leurs portes »* et *« pour les entreprises qui accusent un retard grave de compétitivité exigeant un effort exceptionnel d'assainissement, mobiliser les moyens de la solidarité nationale pour contribuer au redressement de ces entreprises, atténuer les conséquences sociales des adaptations d'effectifs »* (interview au *Nouvel Economiste*).

Il faut aussi restructurer en profondeur l'appareil de production, autour de quelques secteurs principaux, de « créneaux », où les monopoles français disposent ou peuvent disposer d'une bonne compétitivité sur les marchés internationaux : *« Le gouvernement mène une action de grande ampleur comportant de grands programmes sectoriels (électronique et informatique, spatial, aéronautique, océanologie, nucléaire, énergies nouvelles et économies d'énergie, etc.) »* (Interview au *Nouvel Economiste*).

Les objectifs de Giscard-Barre

LE rapport sur l'adaptation du VIIe plan voté par le Parlement à l'automne 1978 précise : *« Notre présence est active dans certains domaines à haute technologie : production aéronautique et spatiale, matériel de radiologie, électronique professionnelle, production d'énergie nucléaire,... Dans certains secteurs, notre pays se place parmi les chefs de file de la compétition internationale. Ainsi en est-il de l'habillement, de l'industrie automobile, du matériel électrique ou électronique professionnel, du matériel ferroviaire, des pneumatiques, du verre, de la filière des métaux non-ferreux. L'un des principaux atouts de la France est aussi l'émergence de plusieurs grands groupes multinationaux, publics ou privés, ayant une taille et un rayonnement mondial suffisant pour rivaliser avec les concurrents internationaux les plus puissants »*.

Tout ceci trouve sa justification par les trois objectifs principaux que fixe ce rapport d'adaptation du VIIe plan :

« – Le rétablissement durable de notre équilibre extérieur Tout en dépend à moyen terme...

– L'adaptation de notre industrie à une concurrence internationale de plus en plus sévère. L'industrie assure à elle seule les quatre cinquièmes des exportations de la France,...

– L'amélioration de la situation de l'emploi. Il s'agit de répondre aux demandes de la population active, de faire face aux conversions nécessaires et aux conséquences du ralentissement de la croissance... »

C'est bien l'équilibre extérieur, la concurrence internationale qui servent de justificatifs à cette offensive de Giscard-Barre : *« Un des objectifs majeurs de l'adaptation du VIIe plan est de retrouver à terme un écart positif de croissance de 1 % entre la France et ses principaux partenaires » ou « la rupture de 1974-1975 a accru l'intensité des mouvements de restructuration de l'appareil productif, déjà sensibles depuis 1965. Ces mutations structurelles résultant à la fois du progrès technique et de la rigueur de la concurrence internationale, ont affecté particulièrement certains secteurs et certaines régions »*.

C'est la même politique de restructuration, de recherche de la compétitivité sur les marchés internationaux qui est appliquée dans l'agriculture. Le rapport d'adaptation du VIIe plan précise : *« D'un point de vue structurel, certaines insuffisances de compétitivité se manifestent dans plusieurs secteurs, notamment la viande porcine et bovine, les produits laitiers et les fruits et légumes et, plus généralement, dans la plupart des industries alimentaires »*.

La nouvelle loi-cadre agricole veut organiser l'élimination de 450 000 exploitations agricoles d'ici 1990, soit 40 % des exploitations, et ceci en facilitant les investissements pour les seuls agriculteurs jugés suffisamment rentables.

Mais si comme nous l'avons vu, *il ne faut pas sous-estimer les capacités de la bourgeoisie monopoliste,il ne faut pas non plus les surestimer* : la bourgeoisie monopoliste, son pouvoir, ne sauraient maitriser l'évolution du capitalisme, aujourd'hui encore moins qu'hier. C'est ce que reconnait Barre en présentant le 4 avril les principales options du VIIIe plan (1981-1985), qui, à la différence des plans précédents, ne comportent aucune donnée chiffrée : *« Il faut renouveler les méthodes, il y a des marges d'improbabilités, je me méfie des thèses selon lesquelles il faut planifier le développement industriel, il ne faut pas laisser croire que l'avenir peut être fixé d'avance, on ne peut enfermer l'avenir dans un shéma unique : le gouvernement estime qu'il n'est pas possible de s'engager sur une projection centrale qui constituerait le fondement quantitatif du VIIIe plan »*.

Ce sont six options qui sont finalement retenues, tournant toujours sur la nécessité de rendre l'économie compétitive, sans que rien de concret ne soit avancé sauf la précision que *« réduire la durée du travail avec le même salaire relève de l'illusion »*.

La classe ouvrière est confrontée à une attaque délibérée du capital. Giscard-Barre ne cèdent pas et poursuivent le plan de restructuration de la sidérurgie, même si Etchégaray, le PDG d'Usinor a reporté d'un an la fermeture de deux installations du bassin de Longwy (la cokerie du Mont-St-Martin et le train de feuillards de l'usine de la Chiers) et la production de fonte liquide à Denain. Mais les 12 500 licenciements d'Usinor sont maintenus. Les autres projets de restructuration sont prêts, comme la téléphonie pour l'été prochain, ou se préparent, comme à Caen ou à Lyon.

Diviser la classe ouvrière

LE pouvoir multiplie aussi les manœuvres de division de la classe ouvrière, pour empêcher qu'elle ne développe une riposte de grande ampleur, du tac au tac, aux attaques capitalistes. Le chômage frappe inégalement les différentes couches de la classe ouvrière (jeunes, femmes, immigrés). Il touche plus telle ville, telle région, telle branche que telle autre. Nous avons abondamment parlé ci-dessus, des contrats à durée déterminée, de l'intérim. Autant de facteurs qui multiplient les différences et les disparités au sein de la classe ouvrière.

«Politique contractuelle»

L'OFFENSIVE actuelle de la bourgeoisie, sa recherche effrénée de la compétitivité et de la rentabilité laissent peu de possibilités à la démagogie sociale et donc à la « politique contractuelle ». Malgré cela, au lendemain des législatives de 1978, le pouvoir a multiplié les offres de négociations, Giscard et Barre recevant les responsables des confédérations syndicales. Mais cela n'a pas débouché sur autre chose que des conversations de salons. Quelques syndicats, ouvertement de collaboration de classe, comme la CFTC, la CGC, FO, et la FEN, acceptent cependant, dans certains secteurs, de signer des contrats limitant, le plus souvent, l'augmentation des salaires à celle de l'indice officiel des prix, c'est-à-dire acceptant la paupérisation de la classe ouvrière.

Mais la CGT et la CFDT (plus particulièrement cette dernière depuis qu'a été mis en œuvre le « recentrage » d'Edmond Maire – nous en reparlerons) participent régulièrement aux parodies de négociations contractuelles et signent même des accords remettant en cause les acquis de la classe ouvrière. Il en a été ainsi récemment avec l'accord sur l'indemnisation du chômage, mettant en cause les 90 %. La semaine dernière CGT et CFDT d'une entreprise de Roanne ont accepté de signer un accord avec leur patron prévoyant la diminution des salaires, ceci, soi-disant, pour éviter des licenciements.

Répression

MAIS ce qui accompagne le plus souvent l'attaque de Giscard-Barre, c'est la répression. On a enregistré, ces dernières années, une multiplication des licenciements de délégués syndicaux combatifs ; des patrons font maintenant des procès aux sections syndicales pour « grève illicite ». Et quand tout ceci ne suffit pas et que la classe ouvrière se dresse pour riposter, l'État envoie ses CRS et gardes-mobiles. Les attaques délibérées contre les sidérurgistes de Longwy et de Denain ces dernières semaines en témoignent, tout comme les provocations lors de la manifestation du 23 mars à Paris, des CRS longeant la manifestation pendant son déroulement, et les condamnations à plusieurs mois de prison ferme de ceux qui ont été arrêtés ce jour-là, après des procès de pure forme.

Décidément, la classe ouvrière doit aujourd'hui faire face, dans tous les domaines, dans toutes les branches, dans toutes les régions à une attaque délibérée de la bourgeoisie monopoliste au pouvoir. Et les sidérurgistes continuent à être, comme depuis décembre, au cœur de cette attaque.

Les divergences UDF-RPR

LA politique actuelle de Giscard-barre fait l'objet de critiques de plus en plus vives du RPR et de Chirac en particulier. Il est clair que des divergences politiques les opposent, à propos de l'éventualité d'une alliance UDF-PS qu'encourage Giscard et que condamne Chirac, à propos de la politique économique, Chirac reprochant à Giscard de trop consentir au chômage et de refuser toute politique de relance, indispensable selon lui ou, à propos de l'Europe, Chirac estimant que Giscard ne défend pas assez les intérêts français dans la Communauté économique européenne.

AVEC LE PARTI

La stratégie de Chirac et du RPR vise à reconquérir les fonctions dirigeantes de l'État bourgeois ravies aux gaullistes par Giscard-Barre, et à défendre les intérêts de classe de la bourgeoisie monopoliste sans recourir à la collaboration des socialistes.

RPR comme UDF représentent fondamentalement les mêmes intérêts de classe, mais recourent pour les défendre et perpétuer les privilèges qui en découlent, à deux tactiques différentes. Ces tactiques relèvent à n'en pas douter (la politique étant l'expression concentrée de l'économie) d'intérêts économiques différents, de groupes monopolistes différents. Mais nous n'avons pas réuni jusqu'à présent les éléments nécessaires pour nous faire une idée sur ces intérêts différents qui nous permettraient de mieux analyser et comprendre l'évolution que connaitront ces divergences dans les prochains mois et années.

Après le congrès du PS

LA tenue, la semaine dernière, du congrès du PS à Metz, n'a pas permis de résoudre les contradictions qui s'étaient développées en son sein, en particulier depuis l'échec électoral de mars 1978.

En effet, si bon nombre d'intervenants et de délégués ont réclamé la synthèse des différents courants, marquant clairement par là, que rien de fondamental ne les sépare quant à la contradiction bourgeoisie-prolétariat, que les uns comme les autres sont prêts à devenir les gérants loyaux du capitalisme, ce qui a toujours été le cas des chefs socialistes, en France comme dans le monde, il est clairement apparu, qu'outre les rivalités de personnes, deux tactiques différentes étaient en œuvre, personnalisées en particulier par Mitterrand et Rocard.

Pour le premier, qui a réussi, en prenant la tête d'une SFIO moribonde en 1971 – Defferre avait fait 5,1 % des voix aux présidentielles de 1969 – et en passant rapidement une alliance avec les dirigeants du PCF, à regonfler le PS pour en faire le premier parti bourgeois de France (22,6 % aux législatives de mars 1978, 26,9 % aux dernières cantonales), il faut continuer dans cette voie, maintenir la ligne d'Épinay, c'est-à-dire l'alliance privilégiée avec le PCF, afin de développer encore le PS et finir par remporter une des prochaines élections et avant tout les présidentielles de 1981. C'est ce qu'affirmait Mermaz : *« Le PS est l'élément moteur de l'alternative. L'union de la gauche, c'est d'abord pour nous le développement du PS »*.

Rocard, par contre, qui privilégie les thèmes dits novateurs – décentralisation,autogestion, etc. – se montre plus « réaliste » sur le plan économique, prêt à tenir compte du marché capitaliste, de l'Europe d'aujourd'hui, etc. Martinet devait d'ailleurs déclarer : *« Réduire la capacité de production d'acier à 31 millions de tonnes en 1981, comme le propose le PS est une attitude responsable »*. Rocard reproche un trop grand suivisme par rapport au PCF, met en garde contre toute démagogie revendicative. S'il s'en défend, il est tout à fait prêt, dans certaines conditions, à œuvrer dans le sens de la stratégie mise en œuvre depuis 1974 par Giscard, c'est-à-dire une alliance UDF-PS, encore plus démagogique que Barre pour appliquer la stratégie de restructuration des monopoles français. Un sondage récent (Louis Harris) ne révélait-il pas que parmi les électeurs PS, si 34 % étaient favorables à une alliance PS-PCF, 25 % étaient pour une alliance UDF-PS et 32 % à une alliance UDF-RPR-PS.

Il convient également d'enregistrer les déclarations faites au Congrès du PS sur les questions internationales. Si Rocard est allé jusqu'à dénoncer les deux superpuissances, Mitterrand et le CERES ont défendu une attitude de type munichoise par rapport au social-impérialisme soviétique.

La victoire de Mitterrand au congrès de Metz et l'entrée du Rocard dans la minorité conduit à penser qu'il n'y a pas à attendre dans les prochains mois, et sauf crise sociale aiguë, de changement d'attitude du PS par rapport à Giscard-Barre, pas plus que par rapport au PCF. Mais les uns comme les autres se préparent pour les prochaines échéances électorales et aux différentes alliances qui peuvent alors se nouer.

Là aussi, il nous faudra, si nous voulons mieux analyser les prises de position du PS et les perspectives de sa participation au pouvoir, étudier les liens de ses dirigeants avec les différents groupes monopolistes et leurs intérêts.

Le 23e congrès du PCF

DANS un mois, le 23e Congrès du PCF se sera tenu. Qu'y a-t-il à en attendre ? Le document préparatoire est rempli, à chaque paragraphe ou presque, de la dénonciation de *« l'Europe allemande »*, du *« déclin de la France »*, de la *« vassalisation de la France à l'égard des Etats-Unis et de la RFA »*, le but de cette politique étant *« une France désarticulée, sous-traitante, dépendante, devenue la province d'un empire américano-garmanique »*.

Nous avons commencé à répondre point par point dans notre presse et dans la brochure *« Parlons-en »* à cette orientation qui conduit à délaisser la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre et ses restructurations, la cible devenant l'impérialisme allemand, à soutenir « nos » monopoles, à ouvrir la porte au chauvinisme, à se retrouver dans le même camp que Chirac, à masquer l'activité de la superpuissance qui, aujourd'hui, menace la paix mondiale, l'URSS. Nous ne reviendrons donc pas, ici, sur ces différents points qui nécessitent une réponse du tac au tac, car ils contribuent à désarmer gravement la classe ouvrière.

L'autre aspect, particulièrement important du document préparatoire, est l'affirmation du caractère *« globalement positif »* du bilan des pays socialistes, l'appartenance de l'URSS aux *« forces de libération sociale, nationale et humaine »*, qu'il s'agit d'un *« pays socialiste qui mène une politique de paix »*.

Là aussi notre presse et la brochure *« Parlons-en »* ont donné de multiples explications pour réfuter ces analyses qui d'ailleurs remettent en cause plusieurs interrogations positives qui étaient développées, à l'automne dernier, dans le livre *« L'URSS et nous »*, même si ce livre ne niait pas le caractère socialiste de l'URSS.

Changer de langage

NOUS voudrions surtout nous attacher à analyser ici le changement de langage qui s'est produit, au fil des articles, en particulier dans *« France-Nouvelle »*, à propos de la « nouvelle croissance », du « programme commun », du « passage au socialisme ». Nous citerons longuement l'interview d'Herzog dans *France-Nouvelle* du 19 mars 1979, qui traduit ce changement de langage particulièrement important pour l'avenir :

« Au 22e congrès, nous avons écarté toute conception d'une étape préalable dans notre lutte pour le socialisme aux couleurs de la France. Nous ne séparons pas les buts originaux, de transformation de la société, du chemin pour y aboutir. Nous sommes passés de la conception de la « démocratie avancée » comme préalable au socialisme, à une stratégie qui vise à « faire avancer la démocratie » dans les luttes d'aujourd'hui, jusqu'au bout, et dans le socialisme. L'avenir commence maintenant. La nouvelle croissance est l'un des objectifs fondamentaux que s'assigne le parti et aussi le terrain concret des objectifs de lutte de chaque jour... « Dès 1971, nous parlions de nouvelle croissance. Nous avions tiré très tôt des enseignements des événements de 1968. Seulement, les circonstances politiques ne nous ont pas permis de faire fructifier pleinement tous les éléments de réflexion. La bataille que nous avons menée se situait dans une perspective de gouvernement... En dépit de nos efforts, l'idée du préalable politique a relégué derrière elle l'idée pourtant capitale de la mobilisation nécessaire pour changer jour après jour. Elle a pu cacher pour des millions de Français le fait capital que leur intervention, leur lutte, sont indispensables pour changer le cours des choses, faire reculer le pouvoir, sortir effectivement de la crise...

« Il a fallu veiller à bien distinguer, dans le projet de résolution, d'une part le développement des contradictions dans la crise, d'autre part la stratégie du pouvoir et ses effets. Si on les confondait, on ferait comme si c'était la politique du pouvoir, à elle toute seule, qui était en cause dans la crise... comme s'il suffisait de changement de politique gouvernementale pour sortir de la crise...

« Nous luttons pour un progrès différencié du niveau de vie : il faut réduire massivement les inégalités. Nous luttons pour des consommations accrues, mais aussi qualitativement nouvelles, beaucoup plus favorables au développement de l'homme, de son temps disponible, de sa liberté de choix dans toutes ses activités... Il faut changer le travail, la production, le service rendu ; c'est la base de tout. Nous ne voulons pas du « productivisme ». Travailler autrement, repenser tous les rapports dans l'entreprise, entre le travail et la vie, choisir les objectifs de la production, du service... Notre plein emploi, c'est bien plus d'emplois créés : un travail plus court et bien plus intéressant ; une production et un service étendus et de qualité nouvelle : une qualification supérieure ; des rapports nouveaux dans le collectif du travail...

« Il est urgent de faire autrement : les trente-cinq heures, travailler autrement, dépenser pour former les hommes, pour leur qualification, faire rendre plus au patrimoine productif, non pas pour le profit, mais pour la valeur créée... C'est tout cela qui fonde nos choix autogestionnaires.

« Des réformes de structures, il en faut... Seulement, au lieu de les voir comme des préalables, il faut les amener par : « A quoi ça sert », dans la vie, dans le travail, dans les branches d'activité, pour le pays. De cette façon, les nationalisations, la vie institutionnelle que nous proposons, apparaitront de plus en plus comme modernes, d'une conception originale, appropriée aux problèmes de notre temps et à la réalité du peuple français... Il y aura des conquêtes, petites et grandes, avec, bien sûr, des ruptures et des effets de seuil, mais pas « une » rupture et un seul seuil...

« C'est toute une nouvelle qualité de la lutte que nous nous efforçons de construire, dans la sidérurgie, la machine-outil, la région, sur la question européenne. Le parti apporte ici autre chose que la démarche revendicative, et c'est ainsi qu'il peut l'épauler si efficacement : il défend l'acquis, mais il le défend d'une façon offensive, dans l'esprit de ses orientations de nouvelle croissance, de son projet de société. Rappelons-nous l'originalité de la démarche du parti dès 1974 à Albertville et encore en 1975 : il proposait des objectifs de lutte d'un type nouveau, cohérents, d'un haut niveau politique. Cela n'a pas reçu la portée nécessaire, en raison de l'attente de succès du programme commun. Aujourd'hui, c'est cette démarche qui doit prévaloir, mais à tous les niveaux, avec des formes variées, appropriées aux problèmes concrets ».

Au travers de cette longue citation, plusieurs aspects nouveaux de la présentation de la ligne politique des dirigeants du PCF apparaissent (il semble que ces formulations font aujourd'hui l'objet d'un consensus des dirigeants) : une remise en cause de l'étape de démocratie avancée comme préalable au socialisme, ce qui avait été à la base, pendant plus de quinze ans, de la ligne du PCF ;

une remise en cause de la subordination de la mobilisation des travailleurs au programme commun et l'affirmation que changer de politique gouvernementale ne suffit pas pour sortir de la crise ; l'apparition d'un langage moderniste, qui veut se situer dans la foulée de Mai 1968, sur la « nouvelle croissance », la critique du « productivisme », les aspects « qualitatifs », etc. Il est des moments où l'ont croirait lire Rocard ou Maire ! Plus généralement apparaît une critique implicite du programme commun : les dirigeants du PCF ne mettent plus à l'ordre du jour leur participation rapide au gouvernement et, à coup sûr, ne sont pas prêts à négocier rapidement un nouveau « programme commun » avec le PS.

Mais tout ceci remet-il quoi que ce soit en cause de la stratégie révisionniste conduisant à développer encore plus le capitalisme monopoliste d'Etat et à en assurer la gestion ? Certainement pas. D'ailleurs, dans cette citation, les nationalisations restent la clé de voûte. D'ailleurs, ce nouveau langage s'inscrit dans les thèmes que nous avons précédemment soulignés sur « l'Europe allemande » et l'alignement sur les positions du social-impérialisme soviétique.

Pour prendre un autre exemple, Marchais, en présentant lors de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, le 14 mars, « 7 propositions immédiates pour faire reculer le chômage » (relance de la consommation et de l'activité, 35 heures, création d'emplois publics, négociations, etc.) précisait : *« Telles sont nos propositions. Elles sont réalistes, étudiées, immédiatement applicables. Nous ne les concevons pas comme un tout, à prendre ou à laisser. Nous sommes prêts à favoriser toute initiative, toute décision, tout pas en avant, allant, même partiellement, dans ce sens »* !!

Et l'attitude des dirigeants du PCF dans les luttes, par exemple dans la sidérurgie, montre bien qu'il y a loin des paroles à la pratique, des déclarations sur la mobilisation et la lutte à la réalité. Non, il s'agit uniquement d'un nouvel emballage de la même ligne révisionniste, mais plus en prise avec la classe ouvrière et ses luttes.

Deux aspects doivent cependant retenir notre attention.

L'adoption, la mise en œuvre de ce nouveau langage, rendra notre critique du révisionnisme moderne plus difficile sur le terrain du passage au socialisme.

Plus que jamais, nous devons renforcer, sur des bases correctes, le travail en direction des militants de base et cadres intermédiaires du PCF et de la CGT car c'est sur la base de notre participation, de notre insertion dans les luttes de la classe ouvrière, auxquelles ces militants donnent une part active, que nous pourrons les arracher au révisionnisme, que nous pourrons leur montrer en quoi le langage sur la nouvelle croissance et les luttes sont en contradiction avec la stratégie réelle de leurs dirigeants, et la nécessité de s'organiser avec notre Parti.

Nous constatons, également, que ces derniers mois en particulier, les prises de position des dirigeants du PCF et de la CGT dans les luttes consistent à avoir un langage plus « à gauche », plus de lutte, que la CFDT par exemple, contrairement à ce qui se passait ces dernières années. En témoigne l'attitude de la CGT et de la CFDT, quant aux négociations dans la sidérurgie, aux mesures annoncées par Etchégaray le 6 avril, considérées comme un succès par Chérèque de la CFDT et comme une *« opération de confusion et d'illusions »* par Tacquin de la CGT. En témoignent aussi les prises de position des dirigeants du PCF et de la CGT à la SFP, mettant en avant le mot d'ordre « pas un seul licenciement », alors que les dirigeants CFDT prenaient une part active aux négociations de ces licenciements.

Mais toutes ces déclarations ne font que renforcer les contradictions auxquelles sont confrontés les dirigeants du PCF et aussi chacun de ses militants. La crise, qui s'est développée à l'intérieur du PCF, en particulier depuis l'échec de mars 1978, ne peut que se développer car le 23e Congrès ne résoudra rien. Le Parti communiste français ne redeviendra jamais un parti authentiquement communiste.

Le 38e congrès de la CFDT

AUX mêmes dates que le 23e Congrès du PCF, se tiendra le 38e Congrès de la CFDT. Son objectif, clairement exprimé par Maire et ses dirigeants est de faire entériner la ligne dite de « recentrage », mise en œuvre au lendemain de mars 1978. Il s'agit, en fait, d'une orientation qui, prenant en compte les positions « réalistes » exprimées par Rocard dans le PS, conduit à délaisser toute riposte du tac au tac à l'offensive actuelle de Giscard-Barre, à privilégier la négocation « à tous les niveaux », sans tenir aucun compte du rapport de forces et sans se donner les moyens de le développer. Il s'agit d'« infléchir » les choix gouvernementaux en faisant *« prévaloir nos orientations en matière de type de développement et de croissance »* (extraits du projet de résolution du 38e Congrès sur la politique d'action de la CFDT).

Une fois de plus, Chérèque et sa fédération de la métallurgie sont à la pointe du « recentrage » quand ils discutent tranquillement avec le PDG d'Usinor dans le même temps où à Denain les CRS se déchainent contre les sidérurgistes, quand Chérèque explique à Boulin : *« Si nous ne sommes pas capables de présenter un plan (...) nous aurons une explosion sociale extraordinaire »*, quand il dissout le conseil syndical de la section d'Usinor-Dunkerque, en pleine grève à Dunkerque, à quelques jours de la marche sur Dunkerque du 6 avril, alors que les sidérurgistes sont frontalement attaqués par le pouvoir.

Rien ne montre mieux l'opposition qui existe entre le syndicalisme de classe et de masse, auxquels la plupart des militants CFDT sont attachés, et syndicalisme de collaboration de classe que veulent mettre en œuvre plus clairement qu'auparavant les dirigeants de la CFDT. Cette contradiction apparaîtra sans nul doute lors du 38e Congrès CFDT, même si sa préparation et son déroulement sont tels que l'orientation confédérale sera adoptée.

Le « recentrage » conduit à désarmer la classe ouvrière, à faire de la CFDT une courroie de transmission du PS dans la classe ouvrière, ce que reconnait Maire quand il déclare : *« Le mouvement ouvrier français a besoin d'un grand parti socialiste (...) Il est donc souhaitable que les militants syndicalistes s'engagent politiquement dans ce sens »*.

La situation de la classe ouvrière

FACE à l'offensive de Giscard-Barre, face à la multiplication des licenciements, face à l'augmentation considérable du chômage, quelle est la situation de la classe ouvrière ? On peut résumer cette situation en disant que la classe ouvrière n'est nullement résignée, mais qu'elle est sur la défensive et qu'elle prend des coups.

Nullement résignée ...

NULLEMENT résigné, c'est évident quand on constate *la volonté de lutte des travailleurs* directement confrontés aux licenciements, ceux de la sidérurgie de Lonwy et de Denain, ceux de la SFP ou de Manufrance. Les multiples actions menées par ces travailleurs attestent de leur combativité, de leur volonté de défendre leurs intérêts par la lutte, de développer un rapport de force suffisant pour riposter du tac au tac à l'attaque dont ils sont l'objet, pour mettre en échec les licenciements.

... mais sur la défensive

MAIS il faut également constater que ces derniers mois, il y a eu peu de victoires sur le terrain de l'emploi et de la lutte contre les licenciements. Il est vrai que les batailles contre le chômage sont des batailles difficiles. Il est vrai aussi, nous l'avons déjà souligné, que le pouvoir fait tout pour diviser la classe ouvrière, mais il est vrai également que la classe ouvrière n'a été ni préparée, ni mobilisée pour une riposte de grande ampleur, du tac au tac, aux attaques capitalistes. Elle a mené des luttes inégales, dispersées, isolées, sans succès. Il y a aujourd'hui, dans la classe ouvrière une importante volonté de lutte, mais tout autant de désarroi.

Les dirigeants révisionnistes et réformistes portent une très lourde responsabilité dans cette situation. Dans la bataille actuelle, ceux-ci poursuivent leurs objectifs politiques propres et souvent contradictoires qui contribuent à développer la division.

Les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT cherchent à utiliser et à détourner la colère ouvrière contre l'Europe. Les dirigeants CFDT, Rocard, veulent mettre en œuvre leur propre politique « réaliste » de restructuration de l'appareil productif français. Les uns comme les autres ne s'efforcent nullement de mener la bataille engagée par la classe ouvrière à la victoire : ils cherchent à réaliser leurs buts politiques qui n'ont rien de commun, on l'a vu, avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Leurs initiatives, leurs querelles quant aux formes d'action, quant aux mots d'ordre, tiennent à leurs objectifs propres. Ils contribuent ainsi grandement à la division, à la confusion. Ce sont des instruments de la division, de la démobilisation.

On pourrait multiplier les exemples à ce sujet. *Non, la classe ouvrière ne dispose pas aujourd'hui du grand état-major de combat qui lui permettrait de faire face, de répondre du tac au tac, de mettre en échec l'offensive de Giscard-Barre.* La classe ouvrière est sur la défensive, elle prend des coups, comme on l'a vu au travers des chiffres que nous avons cités concernant le chômage, l'emploi, les salaires, etc. Et tout donne à penser que cette situation de défensive n'est pas encore sur le point d'être modifiée.

Notre Parti, en effet, est encore un petit parti, insuffisamment ancré dans la réalité de la lutte de classe.

Comme le rappelait le rapport politique du IIIe Congrès :

> *« Les circonstances historiques propres à la France expliquent que le mouvement marxiste-léniniste n'est pas né dans notre pays d'abord à l'occasion des luttes de classes opposant la classe ouvrière et la bourgeoisie, mais est apparu à l'occasion de l'affrontement au sein du Mouvement communiste international, à un moment où les plus importantes luttes mondiales furent non point celles des prolétariats des pays capitalistes, mais les luttes révolutionnaires anti-impérialistes et anticapitalistes des peuples du tiers monde.*
>
> *« De cette réalité découle le fait que les premiers marxistes-léninistes n'influencèrent pas de manière efficace la classe ouvrière.*
>
> *« Cette évidence est explicitement manifeste dans l'un des premiers mots d'ordre lancés par eux, c'est-à-dire par nous, camarades. Il faut arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne ! »*.

Accumuler des forces

Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, l'évolution de la situation internationale comme de la situation intérieure, la lutte contre les deux superpuissances et en particulier le principal fauteur de guerre, le social-impérialisme soviétique, comme la lutte contre la bourgeoisie en France impliquent l'accumulation des forces dans la classe ouvrière, mot d'ordre de lutte de classes à l'échelle nationale comme internationale.

Il faut implanter solidement nos cellules d'entreprises existantes, créer et favoriser celles naissantes, s'implanter prioritairement dans les grandes unités de la classe ouvrière.

Le travail en direction des militants du PCF et de la CGT, la bataille sur l'emploi (Du travail pour tous, Denain-Longwy-Dunkerque, solidarité), la rectification de notre style de travail, tout cela fait partie intégrante de cette même tâche fondamentale.

Chaque organisme du Parti, du Comité central à la cellule, doit *prendre pour axe l'édification du Parti dans la classe ouvrière*, en concentrant nos forces sur des objectifs précis, en nous orientant prioritairement vers les grosses concentrations de la classe ouvrière, les monopoles.

Comment mener le travail du Parti dans la classe ouvrière ? Le rapport présenté au IIIe Congrès sur cette question développe les trois tâches du Parti, des cellules d'entreprise évidemment, mais plus généralement de tous les camarades :

1– Le travail politique autonome du Parti, d'éducation des masses, de lutte contre le révisionnisme moderne (« arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, lui redonner confiance en l'organisant »),

2– Le rôle d'avant-garde du prolétariat que doit avoir notre Parti dans les luttes économiques,

3– La direction de la lutte politique au sein des organisations de masse et, en particulier, des syndicats.

Ces trois tâches sont indissociables : s'il en manque une, nous ne jouons pas notre rôle de communistes. Mais de ces trois tâches, la première – le travail autonome, indépendant du Parti sur l'ensemble de sa ligne politique – est principale. C'est sur cette base que l'on peut et doit développer les autres tâches.

Il n'y a pas d'édification du Parti en-dehors d'une lutte de tous les instants pour la mise en œuvre réelle de ces trois tâches. C'est la clé de l'accumulation des forces dans la classe ouvrière.

Le PCML dans la bataille

Ces trois derniers mois, notre Parti s'est engagé dans la bataille sur l'emploi comme jamais, de manière plus unifiée, plus centralisée, plus combative. Nous avons accumulé une somme d'expériences positives et négatives, de faits, de petits succès et d'espoirs, tout à fait importante, qui confirme la justesse de la bataille lancée le 27 décembre par le Bureau politique.

C'est ainsi que le Parti, qui était quasiment absent de Denain et de Longwy au début de la bataille, y travaille maintenant. Notre Parti, son organe central, ses points de vue y sont aujourd'hui connus de nombreux militants syndicalistes et aussi d'une frange de travailleurs. Des liens, des contacts se sont noués. C'est peu encore, c'est fragile, mais cela montre la voie.

Le parti a contribué dans les faits à la solidarité, à l'unité de la classe ouvrière, nos camarades ont pris de multiples initiatives dans ce sens, dans les entreprises où ils travaillent ou interviennent, dans les sections syndicales et syndicats.

Il y a des luttes que nos camarades ont menées et gagnées, à Ronis, à Ericsson-Brest.

Bien sûr, c'est encore bien peu. Mais notre Parti est-il capable de mettre en mouvement la classe ouvrière toute entière, peut-il seulement déclencher une grève générale de la sidérurgie ? La classe ouvrière a besoin de rompre l'isolement, elle a besoin de s'épauler mutuellement, de développer sa solidarité de classe. Elle cherche à répondre aux questions : comment faire face à l'attaque capitaliste ? Comment s'orienter ? Comment se battre ? Comment gagner ?

Globalement donc, notre Parti est dans la bataille, dans la lutte de classe. Mais il y a encore des inégalités, des insuffisances. Quelques cellules, mais c'est exceptionnel, ne sont pas encore dans la bataille sur l'emploi. D'autres s'en sont tenues à une « campagne » d'agit-prop de routine. D'autres encore éprouvent des difficultés à relier leurs actions au sein de la classe ouvrière (participation à des luttes, travail syndical) à la bataille d'ensemble.

Nos insuffisances, les difficultés rencontrées doivent être examinées avec attention, sans complaisance ni esprit de dénigrement, dans l'esprit de rectifier, de mettre effectivement toutes les forces du Parti dans la bataille, dans la lutte de classe.

Aujourd'hui, le Parti est sur la bonne voie. Il faut *consolider et généraliser les acquis enregistrés en mettant l'ensemble du Parti dans la bataille, en répondant toujours mieux aux questions qui nous sont posées.* Ceci passe par une meilleure analyse de la réalité objective de notre pays, en particulier de la situation de la classe ouvrière et des raisons, tant objectives que subjectives de sa division. Par une consolidation du travail dans la classe ouvrière, sur la base des trois tâches que nous avons rappelées ci-dessus, en développant le travail à l'unité, en œuvrant pour la solidarité de classe, pour que la classe ouvrière conquière peu à peu l'unité de combat contre les licenciements, contre le chômage. Par une meilleure insertion dans la lutte politique, de la lutte pour les libertés démocratiques aux batailles électorales. Par une adaptation du Parti lui-même pour qu'il soit toujours plus adapté à la mise en œuvre de cette orientation. C'est ainsi que nous pourrons réellement accumuler des forces, avant tout dans la classe ouvrière.

Nos propositions dans la bataille pour l'emploi

1 – Travailler à l'unité de la classe ouvrière.

La classe ouvrière doit aujourd'hui faire face à une attaque de grande ampleur du capital et de Giscard-Barre. Elle y fait face avec colère, avec courage, mais elle est aussi terriblement divisée.

Jamais ses rangs n'ont été aussi dispersés, isolés et inégaux. La division, c'est une arme du capital qui oppose, dans ses attaques, chômeurs et actifs, femmes et hommes, jeunes et vieux, immigrés et français, intérimaires et titulaires, qui frappe plus telle région ou telle branche que telle autre.

L'unite c'est l'arme de la classe ouvrière. Elle est l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et se conquiert dans la lutte contre le capital, en surmontant les différends, les malentendus, les divisions. Ce n'est pas un mot d'ordre creux et général, c'est l'unité concrète contre l'offensive du capital. C'est l'unité dans l'action de ceux qui travaillent et des chômeurs, l'unité de ceux de Dunkerque et de Fos, où les barons de l'acier réalisent de gigantesques profits, et de ceux de Denain et de Longwy condamnés par l'attaque du pouvoir, l'unité des sidérurgistes et des autres branches touchées par les licenciements, c'est la solidarité de tous les travailleurs avec ceux qui sont les plus menacés.

2 – Lutter contre tout licenciement.

Dans toutes les entreprises touchées par la vague de licenciements, il s'agit d'unir la classe ouvrière autour des mots d'ordre *« Du travail pour tous », « Pas un seul licenciement », « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse ».*

Cela implique de développer l'unité de tous les travailleurs, d'organiser un rapport de force qui soit à même de faire reculer le patronat et le pouvoir. A une attaque frontale des capitalistes, il faut opposer une riposte de masse, déterminée.

Si le chômage est inévitable en système capitaliste, il n'empêche que, dans chaque cas, des luttes peuvent être victorieuses contre tout licenciement.

3 – Développer la solidarité prolétarienne, populaire et internationale.

Les licenciements massifs des sidérurgistes du Nord et de l'Est sont une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. C'est le sens des mots d'ordre *« Denain, Longwy, Dunkerque, Solidarité ! », « Tous unis autour des sidérurgistes ».* Ceux qui sont menacés à Denain et à Longwy ont besoin de la solidarité de ceux qui travaillent à Dunkerque et à Fos, ils ont besoin de la solidarité de tous les travailleurs.

Pour surmonter les divisions créées par le capital, réalisons, dans l'action *« l'unité des chômeurs et des actifs »*, en unissant toutes les énergies, tous les efforts, tous les combats.

L'action doit se développer autour des mots d'ordre :

« Pour un emploi pour tous les jeunes à la sortie de l'école »
« Pour l'emploi des femmes »
« Pour l'embauche définitive des intérimaires, la titularisation des auxiliaires ».
« Le SMIC pour les chômeurs »
« Contre les saisies »
« Transports gratuits pour les chômeurs »
« Gratuité totale des études pour les enfants des chômeurs »
« Electricité-gaz gratuits, pas d'impôts pour les chômeurs, diminution ou gratuité des loyers ».

Contre les mesures gouvernementales qui expulsent les travailleurs immigrés, affirmons par des actes que *« travailleurs français et immigrés sont une seule classe ouvrière ».*

« Contre la répression, défendons nos droits et nos libertés démocratiques, le droit de grève et de manifestation » que Giscard-Barre remettent en cause pour tenter de réduire la résistance de la classe ouvrière à leur offensive.

« Solidarité avec les classes ouvrières d'Europe » que frappent durement, elles, aussi, les attaques de leurs patronats et de leurs gouvernements respectifs.

4 – Faire converger les batailles et les revendications.

Forger l'unité des ouvriers dans l'action contre le chômage nécessite de briser l'isolement, de multiplier les échanges d'idées et les informations, de mettre en commun les succès et les échecs, de confronter les formes et les tactiques des luttes engagées.

Il faut envisager ensemble comment s'épauler mutuellement, comment développer la solidarité aux sidérurgistes, à tous les travailleurs licenciés, à tous les chômeurs, comment contribuer à cela dans nos syndicats, dans l'action quotidiennne.

Chaque lutte a le besoin de faire converger les batailles et les revendications, d'unifier celles-ci pour riposter avec conséquence à l'offensive de Giscard-Barre, pour exercer un rapport de force conésquent.

C'est pour répondre à l'ensemble de ces objectifs que notre Bureau politique a décidé d'organiser des *Journées ouvrières de solidarité, à Dunkerque le 29 avril, à Denain le 30 avril, en Lorraine le 13 mai.*

C'est l'ensemble des forces du Parti qu'il faut plus que jamais mobiliser dans cette bataille. Les conditions tant objectives que subjectives du Parti sont excellentes pour que notre Parti fasse un pas en avant décisif dans les prochains mois, pour devenir réellement l'avant-garde de la classe ouvrière.

Dans cette bataille, notre parti doit attacher une importance particulière *à l'éducation politique des masses, à la lutte contre le révisionnisme moderne. Mais aussi à l'organisation, à l'intérieur du Parti et autour de lui des éléments les plus avancés de la classe ouvrière.*

C'est ainsi qu'il répondra à la nécessité de l'accumulation des forces dans la classe ouvrière. C'est ainsi qu'il répondra à sa raison d'être : le Parti du prolétariat.

13 avril 1979

---

(1) Ce qui fera l'objet d'un article du prochain numéro de *Prolétariat.*

(2) L'article du prochain numéro de *Prolétariat* tente aussi une explication des raisons du développement important qu'il a connu.

POLITIQUE ET SOCIAL

FAC DU MANS

En grève contre la circulaire Bonnet

LA circulaire Bonnet qui vise à diminuer, à expulser les étudiants étrangers a suscité un large mouvement de protestation parmi les étudiants français et étrangers, à Brest, à Rennes. Les étudiants de la faculté du Mans sont, eux aussi, en grève depuis le 28 mars, contre cette circulaire Bonnet et contre la carte universitaire. Ils viennent de revoter la grève jusqu'au 25 avril.

Les interdictions professionnelles se poursuivent

LE CNRS bloque la titularisation de Pierre Boisgontier à Grenoble, à cause de son *« comportement social »*, suite à un rapport des renseignements généraux, sur la moralité décrétée *« très défavorable »*.

Maintenant un jeune chercheur du CEA (commissariat à l'énergie atomique) de Saclay risque de ne pas voir son contrat renouvelé en octobre pour ses seules activités syndicales. Il est délégué syndical CGT. Le directeur du centre condamne Philippe Benoist en ces termes : *« Je mets personnellement en cause le comportement de Philippe Benoist dans ses fonctions de délégué. Ce comportement est incompatible avec une embauche. »*

Cinéma

«La voix de son maître», interdit de télé, ressort dans les salles de cinéma

ON n'a pas pu les voir à la télévision comme prévus sur *Antenne 2* les 15, 22, et 29 novembre. En effet, ces messieurs du patronat n'ont pas jugé les Français dignes de regarder leurs portraits. Ils sont quatorze en tout : le PDG de Richier, de Thomson Brandt, de l'Oréal, de Paribas, de Waterman, de Saint-Gobain-emballages, des centres Leclerc, d'IBM-France, de Merlin-plage, du Club Méditerranée et d'Hachette. Ils ont accepté de se laisser filmer par Gérard Mordillat et Nicolas Philibert. Ils expliquent leur vue sur l'entreprise, l'usine, les négociations. Ils refusent le terme de patron. Ils préfèrent celui de *manager*. Pour eux, le patron est celui qui est le plus compétent, le seul capable de faire marcher l'usine.

Le pouvoir dans l'usine ? Il leur revient de fait vu qu'ils sont les plus intelligents. Le pouvoir dans l'usine ce n'est pas pour les travailleurs, l'usine n'est pas faite pour qu'on y trouve de la chaleur humaine dira Mme Gomez de Waterman, chacun donne sa petite idée sur les négociations et sur les grèves ou comment faire céder les travailleurs.

La caméra est implacable.Bien que filmés dans leur cadre favori, bureau strict ou bien salon-bar, par les angles de prises de vue, par les cadrages, l'image détruit le discours. Cela d'autant plus que chaque séquence chez un patron est coupée par une visite de l'usine et des chaines.

Un film à voir (en ce moment sur les écrans de Paris).

L.C.

BLOC-NOTES

Le n° 19 de *Prolétariat* est paru

Cent pages pour comprendre l'Europe

Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Cellules et sections : ajustez vos commandes... et payez vos dettes.
Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Troupes vietnamiennes hors du Kampuchea(Cambodge)
Soutien à la guerre de résistance du peuple du Kampuchea

Manifestation

Le samedi 28 avril à 10h

A l'appel du
Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France, soutenue par une trentaine d'organisations françaises et étrangères

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRENOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

La situation de l'emploi dans les Pyrénées Orientales

COMME à Dunkerque, Denain, Longwy, notre département est touché par la restructuration patronale et gouvernementale. Dans la SNCF 25 postes seront supprimés à Cerbère, cinq à Perpignan. L'installation d'un bloc automatique, à Cerbère, supprimerait en 1980 toutes les gares entre Cerbère et Perpignan. Sur la ligne SNCF de Cerdagne, 85 licenciements.

L'usine d'explosifs de Paulilles cache soigneusement les futurs 250 licenciements. A Elne, l'usine Socaral (jus de fruit) a fermé ses portes. Elle employait en saison jusqu'à 800 ouvriers. Mauvaise gestion parait-il, tout comme au centre hélio-marin de Banyuls qui mettra 240 travailleurs sur le pavé. A St-Estève on licencie à Roussillon-alimentaire. Aux poupées Bella, Perpignan, on menace de licencier. L'usine pourrait s'installer en Tunisie. Evidemment, là-bas la main-d'œuvre est moins chère.

Dans le secteur hospitalier, on licencie à l'hôpital de Prades, grâce à la manœuvre habile des contrats de travail arrivés à termes.

L'enseignement n'est pas épargné, 33 postes supprimés dans le primaire, 48 dans le secondaire sans parler des agents de service. Le lycée technique Al-Sol de Perpignan ferme ses portes surchargeant sans commune mesure deux autres établissements de la même ville.

Correspondant Perpignan

LA COURNEUVE

Sonolor repris par les travailleurs

VENDREDI, 1 500 travailleurs se sont rassemblés devant l'usine. La détermination était si grande que les grilles ont été escaladées, une brèche ouverte dans le dispositif policier et les 1 500 travailleurs se sont retrouvés dans l'entreprise. Il ne restait plus qu'à raccompagner ers nervis malades de peur usqu'à la porte. Une victoire qui a fait chaud au cœur es travailleurs de la Seine-aint-Denis (93). Un président qui va faire des pets ! Les filles de Sonolor leuraient de joie.

Une vingtaine de cars de RS faisaient une démonstration de force pour intimider les travailleurs restés ombreux dans l'usine pour der les filles de Sonolor tenir.

La CGT établit un compromis avec le préfet :
— Négociation à partir lundi ;
— Retrait des forces de olice contre l'évacuation l'usine.

Ce compromis suscita de nombreuses discussions parmi les travailleurs qui ne veulent pas être frustrés de leur victoire du matin.

Des militants du département se sont relayés tout le week-end devant l'usine pour empêcher qu'un mauvais coup se trame.

Aujourd'hui lundi, depuis 9 h 30, les négociations ont commencé à la préfecture, de nombreuses délégations de boites du 93 se succèdent pour soutenir Sonolor.

Le PCML a participé à la mesure de ses forces (encore faibles !) à la lutte. Les camarades ont mobilisé activement dans leur entreprise pour le rassemblement de vendredi. Deux d'entre eux ont diffusé l'*Humanité rouge* spécial 93 à l'intérieur même de Sonolor pour les journées ouvrières de solidarité. Le soir, une déléguée CGT est venue voir un camarade pour lui demander qui on était. Nous l'avons invitée à Dunkerque, pour le 29 avril.

Suite de la page 8

de tirer. Sur ce bateau, existe depuis des années un groupe révolutionnaire animé par Vuillemin, Delarue, etc... dont les membres rejoindront comme André Marty, le PCF. Le 19 avril, l'équipage du « France » se soulève. Des délégués sont élus. La première revendication est *« Cessation de la guerre contre la Russie »*. L'équipage du cuirassé « Jean Bart » se soulève à son tour. Le 20, la révolte s'étend au cuirassé « Justice ». Dans l'après-midi de Pâques 1919, soldats, marins et ouvriers soviétiques fraternisent dans la ville de Sébastopol. Le commandement français fait alors tirer sur eux par des mercenaires grecs.

Le 23, les marins du « France » imposaient le départ de Sébastopol imités dans les jours qui suivirent par les autres équipages.

Finalement, toute l'escadre française se retirait de la Mer Noire à la fin du mois d'avril, grâce à l'action courageuse des marins.

MUTINERIES EN FRANCE

Les navires rentrèrent en France. Les mutins sont envoyés en permission. Les « meneurs » sont arrêtés et traduits devant les tribunaux maritimes. Les nouvelles des mutineries se répandent sur les navires opérant en Méditerranée et dans les dépôts de marine. A Toulon, l'agitation gagne en ampleur. Le 11 juin, une manifestation de marins et de soldats est organisée. L'équipage du « Provence » se mutine, s'empare des armes et refuse d'appareiller pour la Mer Noire. A Bizerte, en Tunisie (alors protectorat français), l'équipage du « Voltaire » refuse d'appareiller pour la mer Noire. L'une des plus importantes de ces mutineries a lieu sur le « Guichen », un croiseur qui transportait des soldats russes en Orient. Parmi les marins, Charles Tillon. Il est élu délégué. L'équipage refuse de continuer d'embarquer des soldats pour l'Orient et se mutine. D'autres révoltes eurent encore lieu dans la marine.

En quelques mois, les mutins de la mer Noire vont ainsi faire échouer l'agression de l'impérialisme français contre la jeune république soviétique. Ce mouvement reste dans les annales du mouvement ouvrier français comme l'une des plus grandes manifestations d'internationalisme de son histoire.

Henri MAZEREAU

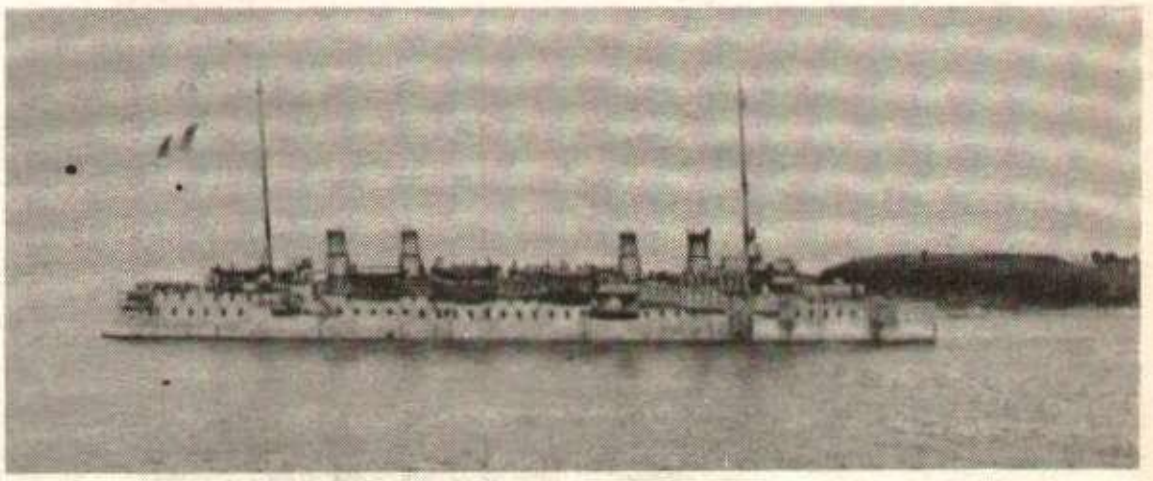
* Conseils ouvriers
** André Marty sera libéré en 1920.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : Andre Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

IL y a 60 ans, un an après la Révolution d'Octobre et tout de suite après la signature de l'armistice du 11 novembre, les pays impérialistes se coalisaient contre le pouvoir des Soviets. L'armée et la flotte d'Orient sont envoyées dans la Mer Noire combattre l'armée rouge. Rapidement des mutineries se produisent dans l'armée de terre puis la marine. Grâce à l'action courageuse des soldats et marins, l'expédition française prenait rapidement fin.



Une des mutineries les plus importantes a eu lieu sur le « Guichen ». Le délégué des marins était Charles Tillon

Une grande page de notre histoire dont on peut être fier

Les mutineries de la Mer Noire

Deux de leurs leaders, André Marty et Charles Tillon, devaient devenir d'éminents dirigeants communistes

Après avoir signé le 11 novembre 1918 l'armistice, les gouvernements des pays impérialistes de l'Entente : France, Grande-Bretagne, USA se lancent dans une guerre contre la jeune république des Soviets*. La Révolution d'Octobre s'oppose en effet de plein fouet à leurs intérets en même temps qu'elle donne le pouvoir à la classe ouvrière de Russie.

UN EXEMPLE CONTAGIEUX ET DES INTERETS A SAUVER

Le pouvoir de la classe ouvrière sur un sixième du globe constituait une lourde menace contre le pouvoir des capitalistes dans l'ensemble des pays impérialistes. La libération des opprimés pouvait en effet s'avérer rapidement un exemple contagieux d'autant plus que les sacrifices et la guerre suscitaient un très fort mécontentement dans les pays belligérants.

Les capitalistes de ces pays voulaient aussi sauver les capitaux qu'ils avaient en Russie. Les trois grandes banques françaises : l'Union parisienne, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société générale voulaient récupérer les milliards d'emprunts qu'ils avaient consenti depuis 25 ans au tsar. Il en était de même pour les banquiers allemands. Le Comité des forges, lui, voulait récupérer ses investissements et ses usines du bassin du Donetz tandis que Krupp et Schneider voulaient reprendre leur part des usines Poutilov de Pétrograd (Saint Pétersbourg).

MUTINERIES A TERRE...

Après l'armistice de novembre, la majorité de l'armée française d'Orient, soit 400 000 hommes, ainsi que la majeure partie de la flotte sont envoyées en Mer Noire pour y combattre le pouvoir révolutionnaire.

Le 17 décembre, une partie de la flotte mouillait devant Odessa. Les dispositions de combat étaient prises sur les navires de guerre. Les premiers combats s'engagèrent le lendemain même. Fin janvier 1919, l'URSS méridionale était complètement encerclée par deux divisons françaises, deux divisions grecques, des détachements polonais et serbes qui assuraient les arrières des troupes contre-révolutionnaires du tsar.

Au début février 1919, le 58e régiment d'infanterie (Avignon) se voit donner l'ordre de partir au combat. Un détachement de reconnaissance est fait prisonnier par l'armée rouge puis aussitôt relâché apres discussion. De retour, les soldats du détachement racontent ce qui s'est passé. L'attitude de l'armée rouge suscite l'enthousiasme dans le 58e. Le 6 février, les soldats refusèrent de se battre contre les soldats de l'armée soviétique. Ils furent désarmés et envoyés au Maroc sous le régime disciplinaire.

L'organisation du Parti bolchévik avait dès l'arrivée des troupes françaises fait par tracts, par discussions, un travail d'explication. Parmi ces hommes et ces femmes, une française, Jeanne Labourbe, membre du comité régional du Parti bolchévik, se dévouait sans compter pour la révolution soviétique. Elle fut arrêtée et assassinée début mars 1919. Lénine la salua comme un exemple de la lutte contre l'impérialisme international et pour le communisme.

Le 4 mars, un détachement du 176e d'infanterie refusait de fusiller des ouvriers russes arrêtés. Le 8 mars, l'ensemble du régiment refusait d'attaquer la ville de Kherson tenue par l'Armée rouge. Le 6 avril, c'est autour du 19e d'artillerie de désobéir aux ordres de monter en ligne. Au même moment, les soldats du 7e génie fraternisaient eux, avec les soldats soviétiques.

Le refus des soldats de combattre la révolution soviétique obligea le commandement à évacuer Odessa. En quittant la ville des milliers de soldats chantaient l'Internationale. Les soldats du génie donneront à l'Armée rouge tout leur matériel dont ils n'avaient pas voulu se servir contre elle : armes, munitions, explosifs, voitures... D'autres régiments continueront en mai 1919 à refuser de combattre : ce fut le cas des 4e et 37e régiments coloniaux.

... ET DANS LA MARINE

Parallèlement, le même mouvement de solidarité avec la révolution soviétique se développait dans la marine. Le 16 avril, André Marty, chef mécanicien sur le torpilleur « Protet », est arrêté alors qu'il préparait avec d'autres marins un plan pour s'emparer du navire et rejoindre les travailleurs d'Odessa.

Transféré sur le cuirassé « Waldeck Rousseau » il entre immédiatement en contact avec le comité révolutionnaire qui existe à bord et prépare avec lui la révolte de l'équipage. Vendu par un mouchard, il est précipitamment emprisonné à Constantinople ce qui provoqua le 27 avril une révolte de l'équipage du navire.

La flotte française ouvre le feu le 16 avril face à Sébastopol. Le 18 avril, l'équipage du « France » refuse

Suite page 7

Charles Tillon, mutin et dirigeant de la Résistance

L'OMBRE de mutins de la mer Noire rejoignirent le PCF. Deux d'entre eux, occupèrent des fonctions importantes à la direction de ce parti. Il s'agit d'André Marty et de Charles Tillon. Charles Tillon est né à Rennes le 3 juillet 1897. Il devint ajusteur à l'Arsenal de Brest en 1914. Engagé dans la marine militaire en 1916, il participa très activement à la révolte de l'équipage du *Guichen*, un navire transporteur de troupes qui allaient combattre en mer Noire la République soviétique. En 1919, il sera condamné à cinq ans de déportation dans un camp militaire au Maroc pour cette mutinerie. Libéré en 1922, il deviendra en 1924 secrétaire de l'Union régionale des syndicats unitaires de Bretagne. En 1929, il sera secrétaire de la Fédération des Produits chimiques. En 1934, il sera secrétaire de la Fédération des Ports et docks et de l'Internationale des marins et des dockers. En 1936, il sera élu député communiste d'Aubervilliers dans la banlieue parisienne. En 1939, il est fait prisonnier avec les derniers républicains espagnols à Alicante. En 1941, il devient le chef d'état major des FTPF (Francs tireurs et partisans français), principal mouvement de résistance à l'occupant nazi. Après la Libération, Charles Tillon entrera au Bureau politique du PCF. Il sera ministre de l'air puis de l'armement, enfin de la reconstruction.

En 1952, il sera l'objet d'attaques calomnieuses de la part d'une partie de la direction du PCF et remis à la base puis exclu. A la même époque, André Marty sera accusé d'être « *un policier* » par les mêmes dirigeants du PCF. Ces derniers (avec Thorez et Duclos en tête) au début des années cinquante, menèrent une campagne contre tous les dirigeants qui avaient eu un rôle important durant la Résistance. C'est d'ailleurs à la même époque qu'un Marchais qui n'avait jamais résisté, commença sa carrière dans l'appareil du PCF.

En même temps qu'il était sanctionné au PCF, Charles Tillon était déchu de la présidence de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance) dont il était le fondateur. Actuellement, il se bat pour sa réhabilitation avec le soutien de nombreux membres de cette association. Notre Parti et notre journal soutiennent cette lutte légitime de Charles Tillon dont l'histoire a fait l'un des dirigeants prolétariens les plus prestigieux de notre peuple.

Charles Tillon exige sa réabilitation à l'ANACR dont il a été le président fondateur.